

COMMUNICATION FINANCIÈRE

RÉSULTATS AU 31 DÉCEMBRE 2020

CFG BANK



RENTABILITE D'EXPLOITATION ATTEINTE

Le Conseil d'Administration de CFG Bank s'est réuni le 25 février 2021, pour examiner l'activité de la Banque et du Groupe pour l'année 2020 et arrêter les comptes au 31 décembre 2020.

Le positionnement de CFG Bank de par la situation de sa clientèle, entreprises ou particuliers, ainsi que la diversité des métiers du groupe, ont permis de contenir les effets de la crise sanitaire sur la croissance des différents indicateurs financiers de la banque.

Dans ce contexte, le business modèle de CFG Bank, qui s'appuie notamment sur un dispositif digital et multicanal, et une prestation de qualité, a permis de mieux servir encore les clients en se révélant efficace et adapté aux circonstances imposées par la pandémie.

C'est ainsi que 5 ans après le lancement de la banque commerciale, CFG Bank atteint pour la première fois la rentabilité d'exploitation, portée par la croissance rapide de ses crédits, dont l'encours a doublé entre 2018 et 2020 pour atteindre 5,2 milliards de DH, après un premier doublement entre 2016 et 2018.

PNB CONSOLIDÉ : + 26%

Le PNB consolidé ressort à 285 MDH à fin décembre 2020 contre 227 MDH en 2019, soit une hausse de +26%.

Cette progression est principalement tirée par la hausse des crédits et dépôts. Elle a également été renforcée par la bonne tenue de la banque d'affaires et des activités de salle des marchés, en dépit de la baisse des cours de bourse liée à la crise sanitaire.

Les encours de crédits ressortent à 5,2 milliards de DH à fin 2020, contre 3,9 milliards de DH en 2019 et 2,5 milliards de DH en 2018, soit une croissance de +32% en 12 mois et +107% en 24 mois.

Les dépôts s'établissent quant à eux à 6,7 milliards de DH en 2020, soit une collecte nette de +1 milliards de DH entre décembre 2019 et décembre 2020 (dont près de 700 MDH de dépôts à vue).

RBE CONSOLIDÉ POSITIF ET RAI À L'ÉQUILIBRE

Une bonne maîtrise des charges d'exploitation permet à celles-ci d'afficher un recul de -3% entre décembre 2019 et décembre 2020. Conjuguée à la progression rapide du PNB, la stabilisation des charges permet au Résultat Brut d'Exploitation consolidé de franchir le point mort et atteindre +20 MDH à fin 2020 contre -45 MDH à fin 2019.

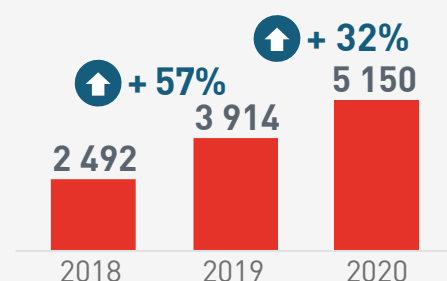
Après impact du coût du risque de -18 MDH (+57% par rapport à 2019), le Résultat avant impôt ressort à l'équilibre à +1,4 MDH à fin 2020 (contre -60,9 MDH en 2019).

Le résultat net (après impôts) ressort cependant déficitaire du fait d'une charge d'impôts différés (mécanisme propre à l'IFRS) non récurrente.

PERSPECTIVES 2021

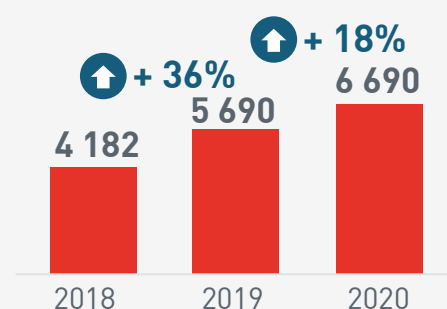
L'année 2021, sauf nouvelle dégradation de la situation sanitaire, devrait être une nouvelle année de croissance solide du PNB et d'amélioration du résultat.

Crédits clientèle* : +107% en 2 ans



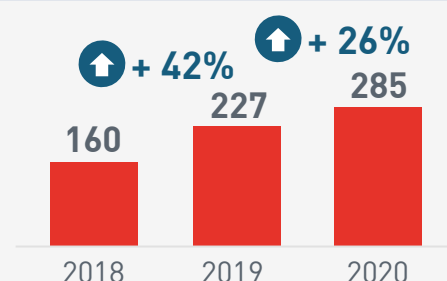
* crédits hors pensions clientèle

Dépôts clientèle** : +60% en 2 ans



** y compris certificats de dépôts

PNB consolidé : +78% en 2 ans



COMMUNICATION FINANCIÈRE

Salim Rais - Directeur Financier
Email: s.rais@cfgbank.com
Téléphone : 05 22 488 395

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CFG BANK

AU 31 DÉCEMBRE 2020



CFG BANK

ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2020

Le Groupe CFG Bank a établi ses comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'IASB (International Accounting Standards Board) à cette date.

Ce référentiel comprend les normes IFRS 1 à 9 et les normes IAS (International Accounting Standards) 1 à 41, ainsi que leurs interprétations.

Les comptes consolidés du Groupe CFG Bank ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente et actifs financiers à la juste valeur par résultat, qui sont évalués à leur juste valeur.

1. NORMES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION

BASES DE PREPARATION

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de CFG Bank et ses filiales au 31 décembre 2020.

Les filiales sont consolidées à compter de la date d'acquisition, qui correspond à la date à laquelle le Groupe a obtenu le contrôle, et ce jusqu'à la date à laquelle l'exercice de ce contrôle cesse.

Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société -mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

Tous les soldes, produits et charges intra-groupes ainsi que les profits et pertes latents résultant de transactions internes, sont éliminés en totalité.

Les intérêts minoritaires représentent la part de profit ou de perte ainsi que les actifs nets, qui ne sont pas détenus par le groupe. Ils sont présentés séparément des capitaux propres attribuables à la société - mère.

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les entreprises contrôlées par CFG Bank sont consolidées par intégration globale. CFG Bank contrôle une filiale lorsqu'elle est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles afin de bénéficier de ses activités.

Les entreprises sous contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle ou mise en équivalence. CFG Bank possède un contrôle conjoint lorsque, en vertu d'un accord contractuel, les décisions financières et opérationnelles nécessitent l'accord unanime des parties qui se partagent le contrôle.

Les entreprises sous influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en tenir le contrôle. L'influence notable est présumée exister lorsque CFG Bank détient, directement ou indirectement, 20% ou plus des droits de vote d'une entité.

Les variations de capitaux propres des sociétés mises en équivalence sont comptabilisées à l'actif du bilan sous la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence » et au passif du bilan sous la rubrique de capitaux propres appropriée. L'écart d'acquisition sur une société consolidée par mise en équivalence figure également sous la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence ».

LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Norme

Une immobilisation corporelle est un actif physique d'utilisation durable pour une entreprise employé dans la production de biens et services ou loué à des tiers ou à des fins administratives.

L'évaluation d'une immobilisation corporelle doit être déterminée soit selon le modèle du coût soit selon le modèle de la réévaluation :

Le modèle du coût amorti

Après sa comptabilisation initiale, un actif corporel doit être comptabilisé à son coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Le modèle de la réévaluation

Après sa comptabilisation initiale, un actif corporel doit être comptabilisé à son montant réévalué, à savoir sa juste valeur à la date de réévaluation, diminué du cumul des amortissements ultérieurs et du cumul de pertes de valeur ultérieures. Les réévaluations doivent être effectuées avec une régularité suffisante pour que la valeur comptable ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant la juste valeur à la date de clôture. La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

L'approche par composants

Les éléments significatifs des immobilisations corporelles qui imposent un remplacement à intervalles réguliers sont comptabilisés comme des actifs distincts et amortis car ils ont des durées d'utilité différentes de celles des immobilisations corporelles auxquelles ils sont liés.

La valeur résiduelle est le montant net qu'une entreprise s'attend à obtenir pour un actif à la fin de sa durée d'utilité après déduction des coûts de sortie attendus.

La durée d'utilité est la période pendant laquelle l'entreprise s'attend à utiliser un actif. L'amortissement débute quand cet actif est disponible pour être utilisé.

La base amortissable correspond au coût de l'actif (ou montant réévalué) diminué de sa valeur résiduelle.

Options retenues

Les options retenues sont celles du modèle du coût amorti et de l'approche par composants. Les frais d'acquisition ont été inclus dans le coût des immobilisations corporelles concernées.

La valeur résiduelle des composants autres que les terrains est supposée nulle.

Les durées d'amortissement retenues en IFRS sont résumées dans le tableau suivant :

Catégorie des Immobilisations Corporelles	Social	Durée de vie IFRS
Immeubles d'exploitation	20 ans	50 ans
Agencements, aménagements et installations	10 ans	15 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans	10 ans
Matériel informatique	5 ans	5 ans
Logiciels informatiques	entre 5 et 10 ans	entre 5 et 15 ans
Matériel roulant	5 ans	5 ans

IMMEUBLES DE PLACEMENT

Normes

Un immeuble de placement est un bien immobilier détenu pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital ou les deux. Par conséquent, un immeuble de placement génère des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs détenus par l'entreprise. Ceci distingue un immeuble de placement d'un bien immobilisé occupé par son propriétaire. La production ou la fourniture génère des flux de trésorerie qui sont attribuables non seulement au bien immobilier mais aussi à d'autres actifs utilisés dans le processus de production ou d'offres.

Options retenues

A la date d'arrêté, le groupe CFG Bank ne dispose pas d'immeubles de placement.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Norme

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire, identifiable et sans substance physique, détenu en vue de son utilisation pour la production ou la fourniture de biens et services, pour la location à des tiers ou à des fins administratives.

L'évaluation d'une immobilisation incorporelle doit être déterminée soit selon le modèle du coût soit selon le modèle de la réévaluation :

• Le modèle du coût amorti

Après sa comptabilisation initiale, un actif incorporel doit être comptabilisé à son coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

• Le modèle de la réévaluation

Après sa comptabilisation initiale, un actif incorporel doit être comptabilisé à son montant réévalué, à savoir sa juste valeur à la date de réévaluation, diminué du cumul des amortissements ultérieurs et du cumul de pertes de valeur ultérieures. Les réévaluations doivent être effectuées avec une régularité suffisante pour que la valeur comptable ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant la juste valeur à la date de clôture. La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

L'amortissement d'une immobilisation incorporelle dépend de sa durée d'utilité. Une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée n'est pas amortie et est soumise à un test de dépréciation au minimum à chaque clôture annuelle.

Une immobilisation incorporelle produite en interne est comptabilisée à leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

Options retenues

Les immobilisations incorporelles de CFG Bank sont évaluées à leur coût amorti.

Les durées d'amortissement retenues en IFRS sont les durées d'utilité.

La valeur résiduelle est estimée comme nulle.

Les dépenses engagées dans le cadre des projets informatiques sont traitées dans les comptes sociaux selon deux phases :

- Les dépenses relatives à la phase de recherche sont comptabilisées en charges ;
- Les dépenses relatives à la phase de développement sont activées.

GOODWILL

Norme

Le Goodwill résultant d'un regroupement d'entreprises constituant une acquisition représente un paiement effectué par l'acquéreur dans l'attente d'avantages économiques futurs. Ces avantages économiques futurs peuvent résulter de la synergie entre les actifs identifiables acquis ou d'actifs qui, pris isolément, ne remplissent pas les conditions requises pour une comptabilisation dans les états financiers mais pour lesquels l'acquéreur est disposé à effectuer un paiement lors de l'acquisition.

L'acquéreur doit, à la date d'acquisition, comptabiliser le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises en tant qu'actif. Après la comptabilisation initiale, l'acquéreur doit l'évaluer à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur.

Options retenues

Le Goodwill est inscrit à l'actif du bilan consolidé dans la rubrique « Ecart d'acquisition ». Il n'est pas amorti et fait l'objet d'un test ou de tests de pertes de valeur annuels ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Contrats de location financement

Les contrats de Leasing sont classés en tant que contrats de location financement. La quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété est transférée au preneur locataire.

Le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter l'actif à un prix suffisamment inférieur à sa juste valeur à la date à laquelle l'option peut être levée. En effet, la valeur résiduelle est de 1% du montant de financement pour le mobilier et de 10% pour l'immobilier.

La durée du contrat de location couvre la majeure partie de la vie économique de l'actif loué.

La valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élève à la totalité de la juste valeur de l'actif loué. Dans le bilan, les actifs donnés en location sont comptabilisés comme des créances pour un montant égal l'investissement net dans le contrat de location.

IFRS 16 « CONTRATS DE LOCATION »

La norme IFRS 16 est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019.

Pour la première application de la norme IFRS 16, le Groupe a opté pour l'approche rétrospective simplifiée consistant à comptabiliser l'effet cumulé de la norme en capitaux propres. Cet effet en capitaux propres propres résulte de la différence entre :

- Un droit d'utilisation et son amortissement déterminés comme si la norme avait été appliquée depuis la date de début du contrat de location, actualisés à la date de première application de la norme ;
- Un passif de location actualisé à la date de première application.

En application des dispositions relatives à l'approche rétrospective simplifiée, les données comparatives relatives à l'exercice 2018 présentées en regard des données de l'exercice 2019 ne sont pas retraitées.

La banque a retenu la possibilité offerte de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- Les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain ;
- Le taux d'actualisation utilisé pour le droit d'utilisation comme pour le passif de location est le taux d'emprunt marginal pour une durée correspondant à la durée résiduelle des contrats à la date de première application de la norme.

ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Norme IFRS 9

La norme IFRS 9 remplace la norme IAS 39 dès le 1er janvier 2018. Elle modifie en profondeur les règles actuelles de classement et d'évaluation des instruments financiers, ainsi que le modèle de dépréciation applicable à ces actifs. Elle aligne davantage la comptabilité de couverture et de la gestion des risques des entreprises.

La nouvelle norme est organisée autour des trois axes suivants :

- Axe 1 : Classement et évaluation des actifs et passifs financiers ;
- Axe 2 : Dépréciation et remplacement du modèle de pertes avérées par un modèle de pertes de crédit attendues ;
- Axe 3 : Comptabilité de couverture et modification des principes de couverture.

Date d'entrée en vigueur

La norme IFRS 9 est applicable aux comptes consolidés à compter du 1er janvier 2018, sans comparatif. En termes de FTA (First Time Application). L'impact des écarts de comptabilisation entre IAS 39 est à enregistrer en contrepartie des capitaux propres en date du 01/01/2018.

ACTIFS FINANCIERS :

Description de la norme et modalités de dépréciation

Selon le modèle de pertes avérées relatif à la norme IAS 39, les provisions sont constatées pour les créances faisant l'objet d'une preuve objective de la dépréciation et lors de la survenance d'un événement de crédit.

Les créances pouvaient alors être classifiées en trois classes distinctes : les créances saines, les créances sensibles et enfin les créances en défaut.

La norme IFRS 9, elle, a pour objectif de définir un nouveau mode dynamique de dépréciation comptable de l'ensemble des actifs financiers. Cette norme apporte ainsi une nouvelle définition du provisionnement et de comptabilisation des pertes attendues et ce dès l'acquisition de l'actif. Les nouveautés par rapport à la norme IAS 39 peuvent être résumées comme telles :

- Périmètre d'application étendu : l'ensemble des instruments de crédit et de taux d'intérêts nonobstant le type d'instrument ou sa classification, au bilan ou en hors bilan sont concernés par la dépréciation ;
- La dégradation significative peut être par exemple liée à l'inscription des créances en Watchlist, en Weaklist, ou encore à des impayés supérieurs à 30 jours ;
- Le montant des provisions allouées est égal au montant des pertes attendues sur la durée de vie résiduelle du contrat (ECL Lifetime).
- Dépréciations calculées en appliquant un modèle de projection probabiliste.

Critères de segmentation des créances

L'ensemble du périmètre des actifs financiers est segmenté en trois niveaux de dégradation appelés Buckets :

Créances classées en Bucket 1 :

- Un actif est classé en Bucket 1 en cas d'absence de dégradation ou lorsqu'une dégradation non significative de la qualité de la contrepartie a été constatée depuis l'octroi
- Le montant des provisions allouées est égal au montant des pertes attendues sur l'année à venir (ECL 12 mois).

Créances classées en Bucket 2 :

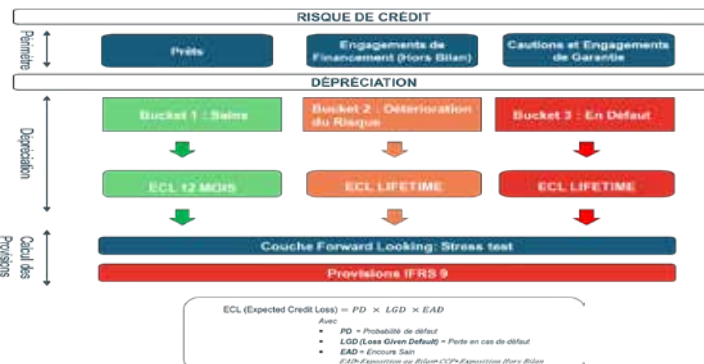
- Un actif est classé Bucket 2 lorsqu'une dégradation significative de la qualité de crédit a été constatée depuis l'octroi
- La dégradation significative peut être par exemple liée à l'inscription des créances en Watchlist, en Weaklist, ou encore à des impayés supérieurs à 30 jours ;
- Le montant des provisions allouées est égal au montant des pertes attendues sur la durée de vie résiduelle du contrat (ECL Lifetime).

Créances classées en Bucket 3 :

- Un actif est classé Bucket 3 lorsque la perte est avérée et que le tiers est déjà en défaut.
- Le montant des provisions allouées est égal au montant des provisions spécifiques tel que déjà calculé en IAS39.

Calcul des ECL

Les ECL sont définies selon le mécanisme suivant :



COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CFG BANK

AU 31 DÉCEMBRE 2020

CFG BANK



1. Probabilité de Défaut

Un modèle empirique de calcul des provisions IFRS 9 prenant en compte les spécificités relatives à CFG Bank (profondeur d'historique des données réduites, un nombre de défauts limité etc.) a été développé pour le calcul des probabilités de défaut.

Le modèle est basé sur l'historique des impayés pour calculer une matrice de transition entre l'état sain et l'état défaut, en passant par les catégories « 1 impayé », « 2 Impayés » et « 3 Impayés ». Cette matrice de transition a permis d'estimer une term-structure des PD (évolution des PD en fonction de la maturité résiduelle), et en particulier :

- La PD de 12 mois affectée aux créances en Bucket 1 ;
- La PD lifetime affectée aux créances en Bucket 2 .

NB : Une PD de 100% a été affectée aux créances en Bucket 3 (défaut absorbant)

2. Loss Given Default (LGD)

La LGD a été modélisée pour certaines garanties pouvant être modélisées de façon à estimer le taux de recouvrement de la banque en cas de défaut de la contrepartie.

3. Exposure at Default – Exposition en cas de défaut (EAD)

L'EAD correspond au total exposition de la Banque (exposition au Bilan et exposition au Hors Bilan) pouvant être impactée par le défaut d'une de ses contreparties.

La formule de calcul de l'EAD appliquée par CFG Bank est la suivante :

EAD = Exposition au Bilan + CCF × Exposition Hors Bilan (avec CCF = Taux de conversion du Hors Bilan en Bilan)

PASSIFS FINANCIERS :

Sans changement par rapport à IAS 39, la norme IFRS 9 prévoit le classement des passifs financiers selon les catégories suivantes :

- Passif financier au coût amorti : il s'agit du classement par défaut ;
- Passif financier à la juste valeur par résultat par nature : Cette catégorie concerne les instruments émis principalement en vue d'être vendus / rachetés à court terme (intention de « trading ») ;
- Passif financier à la juste valeur par résultat sur option irrévocable : A la date de comptabilisation, un passif financier peut, sur option irrévocable, être désigné à la juste valeur par résultat. Sans changement par rapport à IAS 39, l'accès à cette catégorie est restrictif et limite aux trois cas suivants :
 - o Instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables ;
 - o Réduction ou élimination d'une distorsion comptable ;
 - o Groupe d'actifs et de passifs qui sont gérés et dont la performance est évaluée en juste valeur.

PROVISIONS DU PASSIF

Norme

Une provision est un passif dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision doit être comptabilisée lorsque les conditions suivantes sont réunies :

Bilan IFRS au 31/12/20		(En milliers de DH)	
ACTIF	Note	31/12/2020	31/12/2019
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service CP		435.854	156.183
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2.1	1.220.018	1.000.717
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		1.220.018	1.000.717
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Instruments dérivés de couverture			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2.2	65.304	47.304
Instruments de dettes comptabilisées à la juste valeur par capitaux propres recyclables			
Instruments de dettes comptabilisées à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		65.304	46.304
Titres au coût amorti			
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	2.3	202.277	399.605
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	2.4	5.611.689	3.913.811
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux			
Placements des activités d'assurance			
Actifs d'impôt exigible		147.458	155.693
Actifs d'impôt différé		123.632	141.498
Comptes de régularisation et autres actifs		298.058	747.081
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement			
Immobilisations corporelles	2.5	534.111	532.500
Immobilisations incorporelles	2.5	204.659	192.937
Ecarts d'acquisition	2.6	10.142	10.142
Total ACTIF		8.853.202	7.297.471

PASSIF	Note	31/12/2020	31/12/2019
Banques centrales, Trésor public, CCP			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat			
Passifs financiers détenus à des fins de transaction			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			
Instruments dérivés de couverture			
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2.7	900.435	454.926
Dettes envers la clientèle	2.8	4.283.805	3.505.661
Titres de créance émis	2.9	2.406.260	2.184.416
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux			
Passifs d'impôt exigible		49.339	46.222
Passifs d'impôt différé		43.534	30.955
Comptes de régularisation et autres passifs		329.317	595.347
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Passifs techniques des contrats d'assurance			
Provisions	2.10	376	376
Subventions et fonds assimilés			
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie			
Capitaux propres		840.136	479.568
o Capital et réserves liées		1.458.450	1.058.449
o Réserves consolidées		-582.569	-507.921
Part du groupe		-604.067	-531.496
Part des minoritaires		21.498	23.575
o Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		7.375	7.375
Part du groupe		7.375	7.375
Part des minoritaires			
o Résultat net de l'exercice		-43.120	-78.335
Part du groupe		-42.029	-76.258
Part des minoritaires		-1.091	-2.077
Total PASSIF		8.853.202	7.297.471

- l'entité a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour régler l'obligation ;
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Options retenues

CFG Bank procède à l'analyse et l'actualisation de l'ensemble des provisions pour risques et charges. Le groupe annule les provisions à caractère général et les provisions réglementées.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Norme

Dès lors qu'un actif ou un passif a une valeur fiscale différente de sa valeur comptable, l'écart est qualifié de différence temporelle et doit donner lieu à comptabilisation d'un impôt différé.

Options retenues

Le Groupe calcule ses impôts sur le résultat conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où les résultats sont taxables.

Conformément à la norme IAS 12, des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des éléments d'actif et passif et leurs valeurs fiscales. Ils sont calculés sur la base des derniers taux d'impôt adoptés ou en cours d'adoption à la clôture des comptes. Les effets des modifications des taux d'imposition d'un exercice sur l'autre sont inscrits dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel la modification est intervenue.

Lorsque les filiales disposent de réserves distribuables un passif d'impôt différé est comptabilisé au titre des distributions probables qui seront réalisées dans un avenir prévisible. Par ailleurs, les participations dans les entreprises associées et les coentreprises donnent lieu à une comptabilisation d'impôt différé passif pour toutes les différences entre la valeur comptable et la valeur fiscale des titres.

Les soldes d'impôts différés sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque société ou du résultat d'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre d'intégration fiscale considéré, et sont présentés à l'actif ou au passif du bilan pour leur position nette par entité fiscale.

Les impôts différés sont revus à chaque arrêté pour tenir compte notamment des incidences des changements de législation fiscale et des perspectives de recouvrement. Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que si leur récupération est probable.

IFRIC 23 « INCERTITUDES RELATIVES AUX TRAITEMENTS FISCAUX »

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt sur les bénéfices lorsqu'une incertitude existe sur le traitement fiscal à appliquer.

Pour la mise en œuvre de cette interprétation, le Groupe a opté pour la méthode rétrospective partielle, en comptabilisant l'effet cumulatif de la première application dans les capitaux propres du bilan d'ouverture.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE		(En milliers de DH)	
	Note	31/12/2020	31/12/2019
Intérêts, rémunérations et produits assimilés		245.809	173.955
Intérêts, rémunérations et charges assimilés		-120.599	-97.684
Marge d'intérêt	3.1	125.210	76.271
Commissions (produits)		197.278	161.933
Commissions (charges)		-57.342	-44.661
Marges sur commissions	3.2	139.936	117.272
Gains ou pertes nets résultants des couvertures de position nette			
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	-5.039	21.463
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		-2.932	19.669
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		-2.107	1.794
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres			
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables			
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)			
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente			
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amort			
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Produits nets des activités d'assurance			
Produits des autres activités		25.392	12.455
Charges des autres activités			
Produit net bancaire		285.499	227.461
Charges générales d'exploitation		-216.889	-229.790
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		-48.213	-42.780
Résultat Brut d'exploitation		20.397	-45.109
Coût du risque	3.4	-18.248	-11.644
Résultat d'exploitation		2.149	-56.753
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence			
Gains ou pertes nets sur autres actifs		-777	-4.154
Variation de valeur des écarts d'acquisition			
Résultat avant impôt		1.372	-60.907
Impôt sur les résultats		-44.492	-17.428
Résultat net d'impôt des activités arrêtés ou en cours de cession			
Résultat net		-43.120	-78.335
Intérêts minoritaires		-1.091	-2.077
Résultat net part du groupe		-42.029	-76.258
Résultat par action		-8	-8
Résultat dilué par action		-8	-8

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES (En milliers de DH)		
	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net	-43.120	-78.335
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres		
Ecarts de conversion		
Variations de valeur des actifs financiers, comptabilisés directement en capitaux propres		
Réévaluation des immobilisations		
Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture		
Imapct IAS 19/OCI		
Eléments relatifs aux sociétés mises en équivalence		
Total cumulé	-43.120	-78.335
Part du groupe	-42.029	-76.258
Part des minoritaires	-1.091	-2.077

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CFG BANK

AU 31 DÉCEMBRE 2020

CFG BANK



TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE (En milliers de DH)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres - Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Capitaux propres corrigés au 1^{er} Janvier 2018	367.763	290.007	-	-304.101	7.375	361.044	26.342	387.385
Opérations sur capital	75.054	224.945				299.999		299.999
Paielements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes								
Résultat de l'exercice				-104.834		-104.834	-2.767	-107.601
Immobilisations corporelles et incorporelles : Révaluations et cessions (A)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (B)								
Ecarts de conversion : variations et transferts en Résultat (C)								
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)				0	0	0		0
Variations de périmètre	100.680	-100.680						
Autres mouvements		-21.477				-21.477		-21.477
Capitaux propres au 31 Décembre 2018	442.817	615.632	-	-531.092	7.375	534.732	23.575	558.306
Impact des changements de méthodes liés à la 1 ^{re} application d'IFRS 9								
Capitaux propres corrigés au 1^{er} janvier 2019	442.817	615.632	-	-531.092	7.375	534.732	23.575	558.306
Opérations sur capital								
Paielements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes								
Résultat de l'exercice				-76.258		-76.258	-2.077	-78.335
Immobilisations corporelles et incorporelles : Révaluations et cessions (A)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (B)								
Ecarts de conversion : variations et transferts en Résultat (C)								
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)				0	0	0		0
Variations de périmètre								
Divers reclassements								
Autres mouvements		-403				-403		-403
Capitaux propres au 31 décembre 2019	442.817	615.632	-	-607.753	7.375	458.071	21.498	479.568
Impact des changements de méthodes liés à la 1 ^{re} application d'IFRS 16								
Capitaux propres corrigés au 1^{er} janvier 2020	442.817	615.632	-	-607.753	7.375	458.071	21.498	479.568
Opérations sur capital	100.073	299.928	4.639			404.640		404.640
Paielements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes								
Résultat de l'exercice				-42.029		-42.029	-1.091	-43.120
Immobilisations corporelles et incorporelles : Révaluations et cessions (A)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (B)				0		0		0
Ecarts de conversion : variations et transferts en Résultat (C)								
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)				0	0	0		0
Variations de périmètre		-1.037				-1.037		-1.037
Divers reclassements						0		0
Autres mouvements		85				85		85
Capitaux propres au 31 décembre 2020	542.890	915.560	4.639	-650.734	7.375	819.730	20.407	840.136

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (En milliers de DH)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	31/12/2020	31/12/2019
Résultat avant impôts	1.372	-60.907
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	46.334	42.346
Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et autres immobilisations		
Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	7.557	-2.503
Dotations nettes aux provisions	18.000	15.615
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-5.372	
Perte nette/(gain net) des activités de financement		
Autres mouvements	10.587	-356
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	77.106	55.102
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	493.855	255.499
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-937.735	-986.970
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-15.460	952.335
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	194.287	-94.181
Impôts versés	-14.046	-8.718
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-279.099	117.965
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	-200.621	112.160
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-9.036	-1.441
Flux liés aux immeubles de placement		
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-59.654	-66.461
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-68.690	-67.902
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	400.000	
Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	400.000	
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie		
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	130.689	44.258

COMPOSITION DE LA TRESORERIE	31/12/2020	31/12/2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	480.045	435.787
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	156.183	131.168
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	323.862	304.619
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	610.734	480.045
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	435.854	156.183
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	174.880	323.862
Variation de la trésorerie nette	130.689	44.258

CATEGORIES D'ACTIFS FINANCIERS (En milliers de DH)

ACTIFS FINANCIERS	31/12/2020	31/12/2019
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1.220.018	1.000.717
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1.220.018	1.000.717
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés à la juste valeur par résultat		
Prêts et créances sur la clientèle à la juste valeur par résultat		
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	65.304	47.304
Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclés	65.304	47.304
Actifs financiers au coût amorti	5.813.966	4.313.416
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	202.277	399.605
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5.611.689	3.913.811
Titres au coût amorti		
Autres actifs financiers détenus au coût amorti		

2.1 ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT (En milliers de DH)

ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	31/12/2020		31/12/2019	
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers à la JV par résultat sur option	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers à la JV par résultat sur option
Créances sur Les Etablissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes				
Valeurs reçues en pension				
Effets publics et valeurs assimilées	832.790		425.384	
Obligations et autres titres à revenu fixe	268.231		135.127	
Actions et autres titres à revenu variable	118.997		440.206	
Titres de participation non consolidés				
Instruments dérivés				
Créances rattachées				
Juste valeur au bilan	1.220.018		1.000.717	

2.2 ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES (En milliers de DH)

Libellé	31/12/2020	31/12/2019
Instruments de dette comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	130.703	112.703
Actions et autres titres à revenu variable	130.703	112.703
Titres de participation non consolidés		
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Titres de participation non consolidés		
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres - brut	130.703	112.703
Provision pour dépréciation des actifs financier à la juste valeur par capitaux propres	65.399	65.399
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	65.304	47.304
dont gains ou pertes latents ou différés	7.375	7.375

2.3 PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (En milliers de DH)

PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT AU COUT AMORTI	31/12/2020	31/12/2019
Comptes et prêts	202.277	325.156
Valeurs reçues en pensions		74.449
Autres prêts et créances		
Total prêts et créances avant dépréciation	202.277	399.605
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-60.384	-42.383
Total prêts et créances nets de dépréciation	202.277	399.605

2.4 PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE (En milliers de DH)

PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	31/12/2020	31/12/2019
Comptes ordinaires débiteurs	326.271	278.947
Prêts consentis à la clientèle	4.141.932	2.941.357
Opérations de pensions	462.000	129.264
Opérations de location financement	741.870	606.626
Total prêts et créances avant dépréciation	5.672.073	3.956.194
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-60.384	-42.383
Total prêts et créances nets de dépréciation	5.611.689	3.913.811

2.5 IMMOBILISATIONS (En milliers de DH)

IMMOBILISATIONS	31/12/2020		31/12/2019	
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Immeubles de placements				
Immeubles de placements				
Immobilisations incorporelles	338.901	-134.242	204.659	192.937
Immobilisations incorporelles	338.901	-134.242	204.659	192.937
Immobilisations corporelles	688.104	-153.993	534.111	532.500
Terrains et constructions	331.449	-13.963	317.486	332.615
Mobiliers et matériels d'exploitation	286.729	-118.839	167.890	152.395
Biens donnés en location	-		-	-
Autres immobilisations corporelles	32.213		32.213	32.078
Droit d'utilisation	37.713	-21.191	16.522	15.412
Total immobilisations	1.027.005	-288.235	738.770	725.437

2.6 ECARTS D'ACQUISITIONS (En milliers de DH)

ECARTS D'ACQUISITIONS	31/12/2020	31/12/2019
Valeur comptable en début de période	10 142	10 142
Cumul des dépréciations enregistrées en début de période		
Valeur nette comptable en début de période	10 142	10 142
Acquisitions		
Cessions		
Dépréciations comptabilisées pendant la période		
Ecarts de conversion		
Filiales précédemment mises en équivalence		
Autres mouvements		
Valeur nette comptable en fin de période	10 142	10 142

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CFG BANK

AU 31 DÉCEMBRE 2020

CFG BANK



2.7 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS

(En milliers de DH)

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS	31/12/2020	31/12/2019
Comptes à vue	-	1.294
Emprunts	423.929	200.457
Opérations de pension	465.125	237.371
Dettes locatives	11.381	15.804
Total dettes envers les établissements de crédit	900.435	454.926

2.8 DETTES ENVERS LA CLIENTELE

(En milliers de DH)

DETTES ENVERS LA CLIENTELE	31/12/2020	31/12/2019
Comptes ordinaires créditeurs	2.525.418	1.825.903
Comptes d'épargne	418.973	336.400
Dépôts à terme	1.240.804	1.132.178
Autres comptes créditeurs	98.610	211.180
Total dettes envers la clientèle	4.283.805	3.505.661

2.9 TITRES DE CREANCES EMIS

(En milliers de DH)

Libellé	31/12/2019	Augmentation	Diminution	31/12/2020
Titres du marchés interbancaires				
Titres de créances négociables	2.163.400	1.870.700	1.644.982	2.389.118
Intérêts courus non échus	21.016	17.142	21.016	17.142
Emprunts obligataires				
Intérêts courus non échus				
Autres dettes représentées par un titre				
Intérêts courus non échus				
Total	2.184.416	1.887.842	1.665.998	2.406.260

2.10 PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES

(En milliers de DH)

Libellé	31/12/2019	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres variations	31/12/2020
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature							
Provisions pour engagements sociaux							
Autres provisions pour risques et charges	376						376
Total	376						376

3.1 MARGE D'INTERÊT

(En milliers de DH)

MARGE D'INTERÊT	31/12/2020			31/12/2019		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	220.738	-45.778	174.960	153.640	-45.792	107.848
Comptes et prêts/emprunts	184.771	-45.326	139.445	137.795	-45.327	92.468
Opérations de pensions	72	-452	-380	5	-465	-460
Opérations de location financement	35.895		35.895	15.840		15.840
Opérations interbancaires	1.075	-11.095	-10.020	1.825	-5.962	-4.137
Comptes et prêts/emprunts	1.046	-4.266	-3.220	1.789	-5.962	-4.173
Opérations de pensions	29	-6.829	-6.800	36	-	36
Emprunts émis par le Groupe		-63.208	-63.208		-45.366	-45.366
Actifs financiers disponibles à la vente	23.996	-518	23.478	18.490	-564	17.926
Total produits et charges d'intérêts	245.809	-120.599	125.210	173.955	-97.684	76.271

3.2 MARGE SUR COMMISSIONS

(En milliers de DH)

MARGE SUR COMMISSIONS	31/12/2020			31/12/2019		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations						
avec les établissements de crédit						
avec la clientèle						
sur titres						
de change						
sur autres instruments financiers						
Prestations des services financiers	197.278	-57.342	139.936	161.933	-44.661	117.272
Banque	43.758	-18.109	25.649	33.641	-13.100	20.541
Banque d'Affaires [1]	153.520	-39.233	114.287	128.292	-31.561	96.731
Produits nets de commissions	197.278	-57.342	139.936	161.933	-44.661	117.272

[1] Conseil, Gestion d'actif, société de bourse et Capital Risque

3.3 GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR (En milliers de DH)

COÛT DU RISQUE	31/12/2020	31/12/2019
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-5.039	21.463
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	-2.932	19.669
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	-2.107	1.794
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres		
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		
Coût du risque	-5.039	21.463

3.4 COÛT DU RISQUE

(En milliers de DH)

COÛT DU RISQUE	31/12/2020	31/12/2019
Dotations aux provisions	25.907	13.545
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	25.907	13.521
Provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance		
Provisions engagements par signature		
Autres provisions pour risques et charges	-	24
Reprises de provisions	7.906	1.930
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	7.906	1.930
Reprises de provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance		
Reprises de provisions engagements par signature		
Reprises des autres provisions pour risques et charges		
Variation des provisions	247	29
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente		
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	657	35
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées		
Décote sur les produits restructurés		
Récupérations sur prêts et créances amorties	-410	-6
Pertes sur engagement par signature		
Autres pertes		
Coût du risque	-18.248	-11.644

4. INFORMATIONS SECTORIELLES

L'information sectorielle est présentée selon deux pôles d'activités

- Pôle Banque qui comprend CFG Bank SA, Banque agréée par Bank Al Maghrib ;
- Pôle Banque d'affaires structuré autour des métiers suivants :
 - * Finance d'entreprise (CFG Finance) ;
 - * Société de bourse (CFG Marchés) ;
 - * Gestion d'Actifs (CFG Gestion et CFG Gestion Privée) ;
 - * Capital Investissement (CFG Capital et T Capital Gestion).

4.1 PRINCIPAUX AGREGATS DU COMPTE DE RESULTAT

(En milliers de DH)

INFORMATION SECTORIELLE	Activités Bancaires	Activités Banque d'affaires (1)	Portefeuille de participation	Total
Marge d'intérêt	125.205	5		125.210
Marge sur commissions	23.270	116.666		139.936
Produit net bancaire	167.475	118.024		285.499
Résultat net	-75.292	32.172		-43.120
Résultat net part groupe	-92.063	15.805		-76.258

(1) Conseil, Société de bourse, Gestion d'actif et Capital Investissement

4.2 PRINCIPAUX AGREGATS DU BILAN

(En milliers de DH)

INFORMATION SECTORIELLE	Banque	Banque d'affaires	Total
Total bilan	8.721.221	131.981	8.853.202
dont			
Eléments de l'actif			
Actifs financiers disponibles à la vente	51.885	13.419	65.304
Prêts et créances sur les établissements de crédit	201.902	375	202.277
Prêts et créance sur la clientèle	5.611.689		5.611.689
Eléments du passif			
Dettes envers les établissements de crédit	899.939	496	900.435
Dettes envers la clientèle	4.283.805		4.283.805
Capitaux propres	417.108	-11.889	405.219

5.1 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS

(En milliers de DH)

Engagements de financement donnés	31/12/2020	31/12/2019
Engagements de financement donnés	598.147	402.758
Aux établissements de crédits		
A la clientèle	598.147	402.758
Autres engagements donnés		
Total des engagements donnés	598.147	402.758
Engagements de financement reçus		
des établissements de crédits		
de la clientèle		
Total des engagements reçus		

5.2 ENGAGEMENTS DE GARANTIES

(En milliers de DH)

Engagements de garantie donnés	31/12/2020	31/12/2019
Engagements de garantie donnés	2.848	3.051
Aux établissements de crédits		
A la clientèle	2.848	3.051
Autres engagements donnés		
Total des engagements de garantie donnés	2.848	3.051
Engagements de garantie reçus	5.525.711	5.591.299
des établissements de crédits		
de la clientèle	5.525.711	5.591.299
Total des engagements reçus	5.525.711	5.591.299

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(En DH)

Engagements de garantie donnés	31/12/2020	31/12/2019
Résultat par action	-7,94	-9,74
Résultat dilué par action	-7,94	-9,74

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

(En DH)

Filiale	Capital social	% Contrôle	% Intérêt	Méthode de consolidation
CFG Bank	667 762 900	100,00%	100,00%	EC
CFG Finance	10 000 000	100,00%	100,00%	IG
CFG Capital	41 000 000	100,00%	100,00%	IG
CFG Marchés	20 000 000	100,00%	100,00%	IG
CFG Assurances	100 000	100,00%	100,00%	IG
CFG Gestion	5 000 000	100,00%	100,00%	IG
CFG Gestion Privée	1 000 000	100,00%	100,00%	IG
CFG Associés	1 524 900	99,34%	99,34%	IG
CFG IT	5 010 000	100,00%	100,00%	IG
T Capital Gestion	300 000	51,00%	51,00%	IG
Villa Roosevelt	106 000 000	71,70%	71,70%	IG

Catégorie des Immobilisations Corporelles

Catégorie des Immobilisations Corporelles	Durée de vie	
	Social	IFRS
Immeubles d'exploitation	20 ans	50 ans
Agencements, aménagements et installations	10 ans	15 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans	10 ans
Matériel informatique	5 ans	5 ans
Logiciels informatiques	10 ans	15 ans
Matériel roulant	5 ans	5 ans

ENCOURS PAR BUCKET

(En milliers de DH)

	31/12/2020			31/12/2019		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Actifs financiers à la JV par OCI						
Prêts et créances sur les EC						
Prêts et créances sur la clientèle						
Titres de dette						
Actifs financiers au coût amorti	5.414.483	220.516	37.074	3.818.820	113.485	23.889
Prêts et créances sur les EC						
Prêts et créances sur la clientèle	5.414.483	220.516	37.074	3.818.820	113.485	23.889
Titres de dette						
Engagements hors bilan	585.143	901	-	444.093	1.978	-

DEPRECIATION PAR BUCKET

(En milliers de DH)

	31/12/2020			31/12/2019		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Actifs financiers à la JV par OCI						
Prêts et créances sur les EC						
Prêts et créances sur la clientèle						
Titres de dette						
Actifs financiers au coût amorti	45.473	3.832	11.079	30.567	3.037	8.779
Prêts et créances sur les EC						
Prêts et créances sur la clientèle	45.473	3.832	11.079	30.567	3.037	8.779
Titres de dette						
Engagements hors bilan						

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CFG BANK

AU 31 DÉCEMBRE 2020



CFG BANK

RISQUES AFFERENTS A LA BANQUE

La structure de gouvernance de la gestion des risques mise en place par CFG Bank repose sur des règles et procédures internes clairement définies et une surveillance continue. Ce dispositif s'inscrit dans le respect des dispositions réglementaires émises en la matière par Bank Al-Maghrib.

Cette structure est composée des organes suivants :

- **Comité des Risques** : examine et approuve la stratégie, les politiques et les pratiques en matière de gestion globale des risques ;
- **Direction Générale** : arrête et valide les grandes orientations stratégiques relatives à la gestion des risques de la banque ;
- **Direction de la Gestion Globale des Risques** : a en charge la mise en place et le suivi du dispositif global de gestion des risques de crédit, marché, liquidité et opérationnel.

1. RISQUE DE CREDIT

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque.

Organisation et gouvernance :

Le dispositif de gestion et de surveillance du risque de crédit est organisé autour de plusieurs structures commerciales et centrales dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des procédures internes.

Il s'articule également autour de plusieurs comités opérationnels :

- **Le comité de crédit** : Composé de la Direction des Risques, de la Direction Générale, de la Cellule Crédit, il se prononce sur la décision relative au dossier de crédit conformément à la politique de crédit.
- **Le comité mensuel de Suivi des Impayés, de la Watch List et de la Weaklist** : Mis en place pour chacun des pôles Retail, Entreprise et Banque privée, il est composé de la Direction Métier concernée, de la Direction des Risques, et éventuellement de la Direction Juridique. Le responsable Métier se prononce sur l'état des impayés qui le concernent ainsi que sur les actions menées pour leur recouvrement. La Direction des Risques assure le suivi des impayés, s'assure de la mise en œuvre des plans d'actions et alerte chaque responsable Métier sur les créances qui seront classées dans la Watch List ou la Weaklist. Un PV est ensuite transmis aux différentes entités opérationnelles ainsi qu'à la Direction Générale.
- **Le comité semestriel de Provisionnement, des Risques sensibles, et de la Weaklist** : Composé de la Direction Générale, des Directions Métiers et de la Direction des Risques, ce comité se prononce sur les créances qui devront être provisionnées.

Politique et procédures d'octroi de crédit :

Plusieurs types de crédit sont aujourd'hui octroyés :

- Les crédits à l'habitat ;
- Les crédits d'Investissements et CMT destinés aux Entreprises ;
- Les crédits de trésorerie garantis destinés aux Entreprises ou aux Particuliers ;
- Les crédits à la Promotion Immobilière (CPI) ;
- Les découverts et facilités de caisse ;
- Les crédits Lombard ;
- Les crédits Baux ;
- Les crédits à la Consommation.

La politique de gestion des risques de CFG Bank relative aux crédits s'appuie sur les principes suivants :

- Le respect de la réglementation régissant l'activité Crédit ;
- Le respect des règles et procédures internes régissant l'octroi des crédits : ratios de couverture, garanties, quotité de financement, taux d'endettement, ...
- L'élaboration et l'utilisation d'outils d'aide à l'évaluation des risques et à la décision : fiche Simulation Crédit, grille d'analyse et d'évaluation, base incidents interne, ...
- L'implication des entités centrales et commerciales dans la prise de décision d'octroi ;
- Le suivi et le contrôle des garanties assurés régulièrement par les fonctions commerciales et centrales ;
- L'analyse de l'impact des expositions globales de CFG Bank ;
- Le respect des limites réglementaires et internes de crédit ;
- Le respect du code d'éthique Bank AL-Maghrib/ GPBM.

Procédure d'octroi et dispositif de délégation :

La procédure d'octroi de crédit mise en œuvre au sein de l'établissement repose sur 3 principes :

1. Constitution du dossier de crédit :

Assurée par les conseillers, elle comporte d'une part le recueil des informations liées au crédit et la collecte des documents nécessaires à l'analyse du dossier, puis d'autre part, l'émission d'un premier avis sur celui-ci, sur la base de sa conformité aux conditions et aux normes de crédit internes.

2. Analyse du dossier de crédit :

Sur la base des différents éléments collectés par l'entité commerciale, l'analyse du dossier de crédit relève de la responsabilité de plusieurs entités centrales de la banque, e.g. la direction des Risques et éventuellement la cellule Crédit lorsqu'il s'agit d'un premier dépouillement des dossiers Retail. Une évaluation de risque Crédit est effectuée par la direction des risques. Elle comporte notamment l'analyse financière, le contrôle des garanties et l'évaluation du risque Crédit ainsi que l'analyse de son impact sur les expositions globales de CFG Bank.

3. Prise de décision et dispositif de délégation :

Aujourd'hui, la majorité des demandes de crédit sont soumises au comité crédit.

Un dispositif de délégation qui désigne les niveaux de pouvoirs des autorisations d'attribution de crédit a été élaboré pour certains types de crédit.

Dispositif d'évaluation et de suivi du risque de crédit :

Le suivi du risque de crédit relève aussi bien de la responsabilité des entités commerciales que de celle de la direction des Risques.

Dans le cas des crédits immobiliers acquéreurs, l'analyse est effectuée sur la base d'une fiche Simulation Crédit qui récapitule l'ensemble des critères d'acceptation mis en place par la banque : âge du demandeur, durée du crédit, quotité de financement, taux d'endettement, etc. Cette fiche reprend les conditions de crédit et vérifie la conformité et le respect des normes de crédit internes et réglementaires.

Quant aux crédits Entreprise et TPE/ professionnels, l'analyse de la qualité des engagements de crédit à l'octroi se base aujourd'hui essentiellement sur l'analyse et les diligences effectuées par le Risque afin d'évaluer le risque crédit relatif au projet et à la contrepartie mais également de s'assurer de la conformité vis-à-vis de la réglementation en vigueur et des règles internes mises en place.

Système de notation interne :

Afin de renforcer son dispositif de gestion du risque de crédit, CFG Bank a démarré le projet de mise en place d'un système de notation conforme aux exigences Bâle 2, pour les entreprises.

Compte tenu de la faible profondeur de l'historique, ce dispositif se basera dans un premier temps sur un modèle opérationnel à partir des grilles d'analyse Risque Entreprise et Retail déjà mises en place.

Dans un deuxième temps, un modèle statistique sera développé. Ce «modèle scoring» consiste à attribuer à chaque entreprise un score sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs. Ainsi, chaque entreprise sera affectée à une classe de risque définie par des intervalles de scores selon les normes de Bâle 2.

Suivi des garanties :

Plusieurs natures de garanties sont acceptées par CFG Bank, selon le type de crédit demandé :

- Le nantissement des valeurs mobilières, d'OPCVM et des produits d'Assurance-vie détenus par l'emprunteur ;
- La caution ;
- L'hypothèque ;
- L'Assurance-Crédit.

Des ratios de couverture par type de garanties sont mis en place. Un suivi en central est assuré automatiquement à l'aide du système d'information et au quotidien lorsqu'il s'agit d'un portefeuille financier donné en garantie. Un appel de marge est alors déclenché suite à la baisse de la valorisation de ce portefeuille. Ce ratio de couverture sera détaillé et affiné davantage selon d'autres critères notamment la liquidité des actions.

La banque peut également demander au client de modifier les garanties données en cas de survenance d'un événement impliquant la dégradation d'une des valeurs données en garantie par le client, e.g. forte dégradation de la situation financière, liquidation de la société dont les titres sont nantis, expropriation d'un bien immobilier pour cause d'utilité publique, etc.

Watch List :

S'inscrivant dans la poursuite de la dynamique de renforcement des outils de surveillance du risque de crédit, et compte tenu du développement attendu de l'activité Crédit les prochaines années, la Direction des risques a instauré un dispositif de suivi et de surveillance des créances sensibles, à la lumière du projet de réforme de la circulaire 19/G/2002 en cours de Bank AL Maghrib :

- Une étude semestrielle qui permet d'identifier les créances présentant des signes avant-coureurs de défaut est réalisée,

- Leur suivi est effectué à fréquence mensuelle.

La Direction des risques en informe ensuite la Direction Générale, à travers la synthèse mensuelle qui lui est transmise, le comité mensuel de suivi des impayés et de la Watch List ainsi que le comité semestriel de provisionnement et des risques sensibles.

Weaklist :

- Toujours dans l'optique du renforcement de son dispositif de gestion du Risque Crédit, la Direction des Risques a mis en place une Weak List interne pour mesurer, anticiper et prévenir tout risque de perte ;
- Les créances devant être déclassées en Weaklist sont identifiées lors de l'état des lieux semestriel ;
- Leur suivi est effectué à fréquence mensuelle.

Créances en souffrance :

Du fait du suivi rapproché des engagements par CFG Bank, les créances éligibles au provisionnement au regard de la réglementation sont systématiquement identifiées par la Direction des Risques, qui en informe mensuellement la Direction Générale à travers une synthèse mensuelle, le comité mensuel de Suivi des impayés, Watch List et Weaklist et semestriellement le Comité semestriel de Provisionnement et des Risques sensibles.

Conformément à la réglementation en vigueur, l'encours impayé doit être déclassé dans la catégorie :

- « créance pré-douteuse », lorsque l'échéance n'est pas honorée 90 jours après son terme ;
- « créance douteuse », lorsque l'échéance n'est pas honorée 180 jours après son terme ;
- « créance compromise », lorsque l'échéance n'est pas honorée 360 jours après son terme ;

Dans le cas des créances restructurées, les règles qui s'appliquent sont les suivantes :

Sont classées dans la catégorie de créance douteuse :

- Les créances restructurées plus de 2 fois,
- Les cas de troisième restructuration doivent être exceptionnels et dûment justifiés par l'établissement
- Les créances restructurées enregistrant un impayé > 90 jours

Sont classées dans la catégorie de créance compromise :

- Les créances restructurées enregistrant un impayé > 180 jours,

Le montant des provisions à constituer est fixé par la direction des risques, sachant que les créances pré-douteuses, douteuses et compromises doivent donner lieu à la constitution de provisions égales au moins, respectivement, à 20%, 50% et 100% de leurs montant, déduction faite des agios réservés et des garanties adossées aux crédits tel que détaillées au niveau de l'article 15 de la circulaire n° 19/G/2002 ;

Le remboursement de l'impayé par le client implique une reprise systématique des provisions préalablement constituées ;

Le classement d'une créance dans la catégorie des créances irrégulières ou dans l'une des catégories des créances en souffrance entraîne le transfert dans cette même catégorie, de l'ensemble des créances détenues sur la contrepartie concernée, lorsqu'il s'agit de l'Entreprise. Cette disposition ne s'applique pas aux créances détenues par les particuliers ;

En cas de créance irrécupérable ou en cas d'arrangement justifié avec le client pour le règlement partiel du capital de la créance, un passage à perte total ou partiel de la créance est susceptible d'avoir lieu après consentement du comité de crédit.

Recouvrement

Lorsque le client n'honore pas ses engagements à l'échéance du crédit, CFG Bank doit procéder dans un premier temps à une tentative de recouvrement à l'amiable.

La voie judiciaire devient inéluctable lorsque la procédure de recouvrement à l'amiable s'avère non concluante.

Une réaction du client peut survenir à n'importe quelle étape et peut éventuellement déboucher sur un arrangement amiable et donc sur un abandon de la poursuite judiciaire.

Dispositif de limites internes et stress test :

Une limite interne de perte maximale est fixée pour le portefeuille des crédits. Elle se définit comme la limite à ne pas dépasser quelle que soit l'évolution des facteurs de risques dans le cadre d'un scénario catastrophe. Cette limite correspond à un pourcentage des fonds propres et donne lieu à un montant d'exposition maximal i.e. plafond d'engagement qui fait l'objet de suivi et contrôle au quotidien par les entités centrales. La limite de perte maximale est revue régulièrement et validée par le conseil d'administration.

Information de l'organe d'administration et de Direction :

La Direction générale est informée régulièrement de l'exposition de la banque au risque de crédit à travers :

- **La synthèse mensuelle des impayés et créances sensibles** envoyée à la Direction Générale ;
- **Les PV des comités mensuels de Suivi des impayés ;**
- **Les comités semestriels de Provisionnement de la Watchlist et de la Weaklist ;**
- **Les analyses Risques Entreprises et Retail** effectuées en amont de l'octroi de crédits Entreprises et TPE ;
- **Des analyses Risques ponctuelles** lorsqu'une problématique est identifiée ;
- **Un reporting trimestriel** élaboré par le Risque et destiné à la Direction Générale ainsi qu'aux métiers concernés. Ce reporting comporte :
 - o Les résultats du CMDR sur base individuelle et sur base consolidée
 - o Les simulations et projections au trimestre suivant en prévention à des potentiels dépassements
 - o Les recommandations de la Direction des Risques et rappel des guidelines
- **Le reporting régulier sur la concentration des engagements de la banque** sur le secteur de la promotion immobilière.

En outre, le conseil d'administration est avisé de l'exposition de la banque au risque de crédit lors du conseil/comité des Risques trimestriel.

2. RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration est le risque inhérent à une exposition de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière d'un établissement ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles.

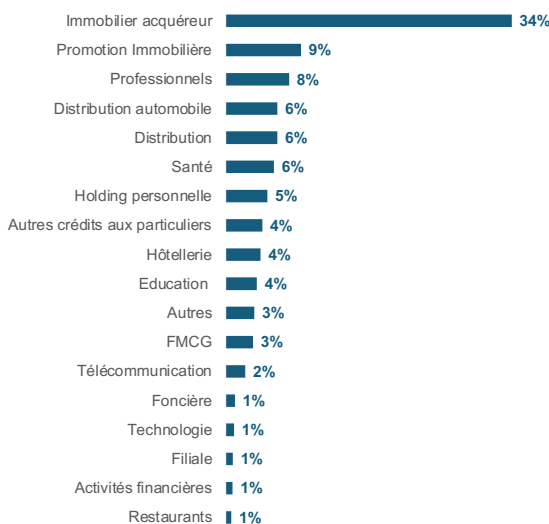
Il s'agit des expositions de toute nature, inscrites au bilan ou en hors bilan, susceptibles d'exposer l'établissement à des pertes du fait du risque de contrepartie.

Le risque de concentration peut découler de l'exposition envers :

- des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ;
- des catégories de contreparties : GE, PME, TPE et particuliers ;
- des contreparties appartenant à la même région géographique ;
- des groupes d'intérêt ;
- des contreparties individuelles.

Répartition des expositions globales de la banque par secteur d'activité :

L'exposition à fin décembre 2020 par rapport aux différents secteurs économiques se répartit comme suit :



Source : CFG Bank

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CFG BANK

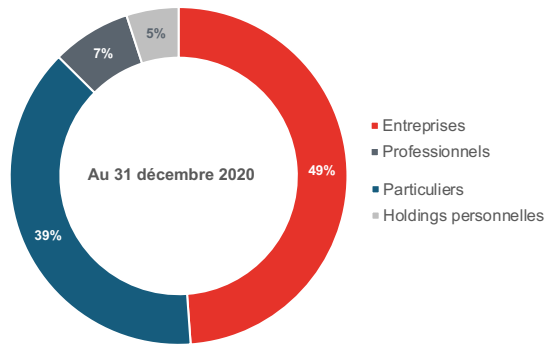
AU 31 DÉCEMBRE 2020

CFG BANK



Répartition des engagements par catégorie de contrepartie :

L'exposition de l'encours des engagements à fin décembre 2020 par rapport aux différentes catégories de contreparties se répartit comme suit :



Source : CFG Bank

Répartition des engagements de la banque par zone géographique :

Les engagements de CFG Bank sont fortement concentrés sur les deux régions du grand Casablanca et de Rabat et Région.

→ A fin décembre 2020, on note une diversification sectorielle et bonne répartition du portefeuille par catégorie de contrepartie permettant ainsi une bonne gestion du risque de concentration.

Dispositif de suivi du risque de concentration :

Système de limites :

Une limite de concentration est fixée par la banque en ce qui concerne les Crédits à la Promotion Immobilière et le secteur de l'hôtellerie.

Des limites de contreparties relatives aux prêts interbancaires effectués par CFG Bank auprès des banques de la place sont définies. De plus, la banque s'interdit de prêter à des contreparties jugées risquées.

Une limite en position pour le portefeuille de dette privée est également définie. Elle concerne les émetteurs privés non financiers, hors Etablissements de Crédit.

Pour les actions, une liste d'exposition autorisée est définie selon des critères économiques ainsi qu'une limite de position maximale et de concentration par valeur.

Des limites de contrepartie globales et par catégories et types d'entreprises, hors établissement de crédit, ont été définies pour l'activité Change.

Ces limites sont revues et validées par le conseil d'administration.

Enfin, conformément à la circulaire N°8/G/2012 relative au coefficient maximum de division des risques des établissements de crédit, une mesure de l'exposition par bénéficiaire est réalisée trimestriellement, et ce à travers le calcul du rapport entre d'une part le total des risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire et d'autre part les fonds propres réglementaires, qui ne doit pas dépasser 20%. Ce coefficient est suivi régulièrement par la direction des risques.

Information de l'organe d'administration et de direction :

De plus, le suivi régulier du risque de concentration est renforcé par un reporting trimestriel destiné à la Direction Générale ainsi qu'aux Directions Métiers. Ce reporting comporte :

- Les résultats du CMDR sur base individuelle et sur base consolidée,
- Les simulations et projections au trimestre suivant en prévention à des potentiels dépassements,
- Les recommandations de la Direction des Risques et les Guidelines.

En outre, la direction générale et les directions opérationnelles sont régulièrement informées de la concentration des expositions de la banque sur le secteur de la promotion immobilière.

Enfin, le conseil d'administration est avisé de l'exposition de la banque au risque de concentration lors du conseil / comité trimestriel des risques.

3. RISQUE DE MARCHÉ

Les risques de marché sont définis comme les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Dans le cas de notre établissement, ils recouvrent les risques de change, de taux et de position sur titres de propriété relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation.

Organisation et gouvernance :

Le dispositif de gestion et de contrôle du risque de marché est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des procédures internes et des aspects réglementaires. La salle des marchés est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché ainsi que de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque. Elle participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et est également en charge de veiller au respect des limites réglementaires et internes relatives à son activité.

La direction des risques est chargée de la conception du dispositif de mesure, de suivi et de surveillance du risque marché. A ce titre, elle décline la stratégie de gestion des risques en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de mesure, de suivi et de surveillance, et ce conformément à la stratégie de la banque d'une part et aux exigences réglementaires d'autre part.

Mesure et surveillance du risque de Marché :

Des le but d'accompagner la croissance de la banque et d'assurer un suivi des risques efficace, la direction des risques de CFG Bank a amélioré son dispositif global de gestion du risque Marché, à travers notamment la rationalisation de la mesure VaR pour l'ensemble du portefeuille de négociation de la banque, l'encadrement des activités de marché par la mise en place d'un dispositif de stress test adéquat et la revue des limites instaurées.

Par ailleurs, un suivi régulier est effectué par type d'instrument de marché et les limites réglementaires et internes sont suivies à plusieurs niveaux.

Ce dispositif permet aux métiers et à la Direction Générale d'être informés de manière continue des évolutions de l'activité de marché.

Dispositif de limites et indicateurs de risque :

Plusieurs limites et indicateurs de risque sont définis en matière de risque de Marché :

- Des limites en position par activité :

o Deux types de limites sont définis quant à la position du portefeuille Actions : d'une part, une liste des valeurs éligibles au trading selon les critères de capitalisation et de liquidité est définie ; puis d'autre part, des limites maximales en position globale et par valeur sont fixées.

Un suivi de la diversification du portefeuille actions est également effectué ;

o Quant à l'activité Taux, une limite en positions pour le portefeuille de dette privée est définie. Elle concerne les émetteurs privés non financiers, hors Etablissements de Crédit. Pour ces derniers, les limites prévues sont les limites réglementaires (division des risques par bénéficiaire et par groupe d'intérêt) ;

o Deux limites en positions existent aujourd'hui pour l'activité Change ; une limite de position de Change globale ainsi qu'une limite de position par devise ;

- Des limites de contreparties :

Sur le marché monétaire, le risque de contrepartie diffère selon qu'il s'agit du marché interbancaire ou du marché des repos. Ce risque existe dans le cas où CFG Bank est dans le sens prêteur, et se matérialise par la défaillance de la contrepartie emprunteuse.

o Pour le marché des repos, des limites par nature de contrepartie et par type de titres acceptés en pension sont instaurées ;

o Quant au marché interbancaire, des limites de contreparties sont mises en place. Celles-ci reposent sur la taille et la santé financière de l'établissement, sur l'existence d'éventuels antécédents sur le marché et sur la qualité de la relation. CFG Bank a exclu certaines contreparties considérées comme présentant un risque élevé ;

o En ce qui concerne l'activité Change, des limites globales et par contrepartie sont définies. Les limites par contrepartie sont définies en fonction de la notation de cette dernière.

- Des limites de pertes maximales par activité :

La limite de perte maximale se définit comme la limite à ne pas dépasser en cas de réalisation de scénarii

catastrophe :

o Le choc appliqué pour l'activité Taux de CFG Bank est défini par une hausse brutale et instantanée des taux et des spreads ;

o Sur le portefeuille Actions, le scénario stress-test est représenté par des phases baissières et continues du marché ;

o Pour l'activité Change, il s'agit d'évaluer une dépréciation ou appréciation du Dirham par rapport aux principales devises.

Ces limites de consommation des fonds propres traduisent l'appétence du conseil d'administration au risque marché. Cette limite donne lieu à un montant d'exposition maximal par activité i.e. **un plafond d'engagement par activité** qui doit faire l'objet de suivi et contrôle au quotidien par les entités centrales.

- Des indicateurs de risque :

Les principaux indicateurs de risque sur lesquels se base CFG Bank pour apprécier son niveau d'exposition au risque de marché sont la VAR, le P&L cumulé et la sensibilité lorsqu'il s'agit du portefeuille obligataire. Ceux-là sont logiquement comparés à des limites internes fixées notamment en fonction de la limite de perte maximale (stop VaR, stop Loss) ou de la limite en sensibilité du portefeuille pour les positions sur taux.

Ce dispositif de limites est défini par la Direction Générale et le Risk Management, puis validé par le conseil d'administration. Elles sont suivies notamment à travers des reportings réguliers partagés avec les métiers et la Direction Générale et ne doivent pas être dépassées quelles que soient les conditions et l'évolution du marché.

En complément des limites internes et autres indicateurs de risques mis en place, CFG Bank s'assure du respect des limites réglementaires définies par Bank Al-Maghrib telles que :

- La limite sur le ratio de solvabilité et sur le ratio Tier One ;

- La limite de 20% relative au Coefficient Maximum de Division des Risques par contrepartie et par groupe d'intérêt.

Stress tests :

En complément des stress tests minimaux définis par Bank Al Maghrib, la banque a également développé des scénarios Stress tests historiques et adverses pour les portefeuilles Taux et Actions qui seront suivis dans le cadre de la surveillance du risque marché.

Information de l'organe d'administration et de direction :

La Direction Générale est aujourd'hui informée en temps réel de la nature et du montant de tout dépassement prévisionnel avant toute opération.

Afin de renforcer son dispositif de suivi et de surveillance du risque marché, un reporting quotidien « Risque Marché » a été mis en place.

En outre, le conseil d'administration est avisé de l'exposition de la banque au risque de marché lors du conseil / comité trimestriel des risques.

4. RISQUE DE LIQUIDITE

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque pour l'établissement de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, de ses engagements à leur échéance.

Organisation et gouvernance :

Le dispositif de gestion et de contrôle du risque de liquidité est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des procédures internes :

La salle des marchés participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque. Elle est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers la gestion de la trésorerie immédiate et prévisionnelle. Elle observe l'impasse de liquidité statique par la mesure des besoins ou des excédents de liquidités aux dates futures. En effet, elle établit :

- un tableau de bord quotidiennement permettant de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, du solde auprès de Bank Al Maghrib, des flux entrants/ sortants et des prêts/emprunts sur le marché monétaire ;
- un échéancier de trésorerie prévisionnelle, mis à jour à fréquence régulière ;

Cette entité est également en charge de veiller au respect des limites réglementaires relatives à son activité.

Le middle office est chargé quant à lui de contrôler en permanence la limite de trésorerie validée par le conseil d'administration. Il tient également un tableau quotidien de suivi de l'échéancier de trésorerie de la banque lui permettant de calculer l'excédent ou le déficit de liquidité au jour le jour.

La Direction des Risques est chargée de la mise en place du dispositif de gestion du risque de liquidité. A ce titre, elle décline la stratégie de gestion des risques, définie avec la Direction générale et validée par le conseil d'administration, en politiques et limites sur les risques de liquidité. Elle met en place les indicateurs de suivi et de surveillance tels que recommandés par Bank al Maghrib, i.e. le LCR et les stress tests mensuels de liquidité.

La Gestion Globale des Risques effectue également, lors du comité des risques, une analyse ALM du bilan et calcule les gaps de liquidité par tranche de maturité.

Enfin, elle assure également un suivi régulier du risque de liquidité renforcé par un reporting mensuel destiné à la Salle des Marchés ainsi qu'à la Direction Générale, qui inclut également des simulations sur les quatre prochains mois, dans le cas d'un scénario de stress, afin d'anticiper les éventuels besoins de liquidité.

Politique de refinancement de la banque :

La politique de la banque en matière de gestion du risque de liquidité a pour objectif d'adapter la structure de ses ressources afin de permettre à la banque de poursuivre de manière harmonieuse le développement de son activité.

Sources de financement et maturités :

Dans le cadre de son activité, CFG Bank finance des crédits d'Investissement et CMT Entreprise et des crédits de trésorerie à court et moyen terme ainsi que des crédits immobiliers résidentiels à long terme.

Afin de ne pas s'exposer à un risque de liquidité du fait d'un déséquilibre entre la maturité de l'actif (crédits) et celle du passif (financement), CFG Bank cherche à optimiser la gestion de son bilan en ayant recours à des financements dont la durée serait adossée à celles des crédits. Pour cela, plusieurs sources de financements permettent à la banque de répartir les ressources obtenues sur des maturités différentes correspondant à la maturité des crédits. Il s'agit de :

- financements via le marché interbancaire pour les actifs dont la maturité est inférieure à une semaine : une des sources majeures pouvant générer le risque de liquidité est l'incapacité de l'établissement de lever les fonds nécessaires pour satisfaire des besoins inattendus à court terme. Afin de limiter cette éventualité, CFG Bank a négocié des lignes de crédit sur le marché monétaire auprès de plusieurs banques de la place ;
- financements via le marché des repos pour les actifs dont la maturité serait comprise entre 7 jours et 1 mois ;
- financements par les dépôts à terme ou l'émission de certificats de dépôts pour les crédits dont la maturité est au moins de 3 mois : afin de diversifier les sources de financement de la banque, cette dernière a également mis en place un programme d'émission de Certificats de Dépôt ;
- financement via la collecte des dépôts à vue et comptes sur carnet depuis le récent développement de l'activité bancaire par CFG Bank pour les crédits à plus longue maturité ;
- financement via le recours aux avances 7 jours, accordées par Bank Al Maghrib.

L'adossement de la maturité des financements nécessaires par rapport à celle des crédits permet à CFG Bank de mieux gérer les gaps de liquidités.

Principales contreparties :

L'incapacité de l'établissement de satisfaire ses engagements peut également être générée par des pertes importantes résultant des défaillances des contreparties. CFG Bank a par conséquent mis en place des limites de contreparties :

- interbancaires, relatives aux prêts effectués par CFG Bank à des banques de la place. Celles-ci reposent sur la taille et la santé financière de l'établissement, sur l'existence d'éventuels antécédents sur le marché et sur la qualité de la relation. Sont exclues certaines contreparties jugées à risque élevé.
- pour le marché des repos, des limites par nature de contrepartie et par type de titres acceptés en pension sont instaurées.

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CFG BANK

AU 31 DÉCEMBRE 2020

CFG BANK



Dispositif de mesure et de surveillance du risque de liquidité

Suivi de l'échéancier des flux de trésorerie

L'évaluation et le suivi du risque de liquidité est assuré à travers l'évaluation de la trésorerie immédiate et la trésorerie prévisionnelle :

- la salle des marchés établit quotidiennement un tableau de bord qui lui permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde auprès de Bank Al Maghrib, des flux entrants et sortants ainsi que des emprunts/ prêts sur le marché monétaire. Le middle office tient également un tableau quotidien de suivi de l'échéancier de trésorerie de la banque qui lui permet de calculer l'excédent ou le déficit de liquidité au jour le jour ;
- un échéancier de trésorerie prévisionnelle est établi et actualisé régulièrement par la salle des marchés.

Calcul des gaps de liquidité par tranche de maturité

Le risque de liquidité est mesuré par le gap de liquidité (ou impasse de liquidité), obtenu par la différence entre les flux de trésorerie entrants (dépôts clients, remboursements de crédit, amortissement de titres de créances, ventes fermes, emprunts et retours de prêts) et les flux de trésorerie sortants (retrait clientèle, décaissement de crédit, achats fermes, prêts et retours d'emprunts) par tranches de maturité. On distingue 3 tranches de maturité :

- Court Terme : ≤ 1 an,
- Moyen Terme :] 1-5 ans [
- Long terme : ≥ 5 ans.

Cette technique permet d'évaluer le niveau de risque de liquidité encouru par la banque à court, moyen et long terme et permet d'estimer les besoins de refinancement sur différents horizons et ainsi arrêter les modalités de couverture adéquates.

Limites et indicateurs de risque de liquidité :

Les gaps de trésorerie sont gérés à travers la limitation du besoin de financement quotidien de CFG Bank. Ce besoin est défini par le solde des flux positifs et négatifs générés par les transactions quotidiennes, i.e. achats, ventes, mises et prises en pension, prêt et emprunts. Un autre indicateur permet de mesurer le risque de liquidité de la banque : le LCR, Liquidity Coverage Ratio, le ratio de liquidité court terme Bâle 3 :

Actifs liquides de haute qualité qu'elles détiennent	> 100%
Leurs sorties nettes de trésorerie, sur les 30 jours calendaires suivants, dans l'hypothèse d'un scénario de forte tension de liquidité	

Durant l'année 2020, le LCR est resté conforme au minimum réglementaire

Stress tests minimaux :

CFG Bank réalise également tous les mois les stress tests minimaux de liquidité conformément aux scénarii définis par Bank Al Maghrib. L'impact de ces scénarii est évalué par rapport au niveau :

- Du besoin additionnel de liquidité sur 1 mois ;
- Du rapport entre le besoin additionnel de liquidité et la valeur actualisée du portefeuille de Bons du Trésor disponible ;
- Du rapport entre le besoin additionnel de liquidité et le total actif liquides et réalisables,
- Du rapport entre le besoin additionnel de liquidité et les lignes stand-by de liquidité.

Les résultats des stress tests de liquidité effectués durant l'année 2020 montrent que CFG Bank a la capacité de faire face à ses besoins de liquidité et ce notamment grâce aux BDT, aux actifs liquides et réalisables et aux lignes stand-by de liquidité.

Information de l'organe d'administration et de Direction :

La Direction des Risques élabore mensuellement un reporting sur la liquidité à destination de la Direction Générale et de la Salle de marché. Ce reporting comporte :

- Le résultat du LCR du mois ainsi que son évolution au cours des six derniers mois ;
- Le résultat des Stress Tests ;
- L'analyse de ces résultats ;
- Les projections du LCR sur les quatre prochains mois, dans le cas d'un scénario de stress, afin d'anticiper les éventuels besoins de liquidité,
- Les recommandations de la Direction des Risques à destination des métiers à prendre en compte dans leur gestion de la liquidité.

En outre, le conseil d'administration est avisé de l'exposition de la banque au risque de liquidité lors des comités d'audit semestriels et du conseil/ comité trimestriel des risques.

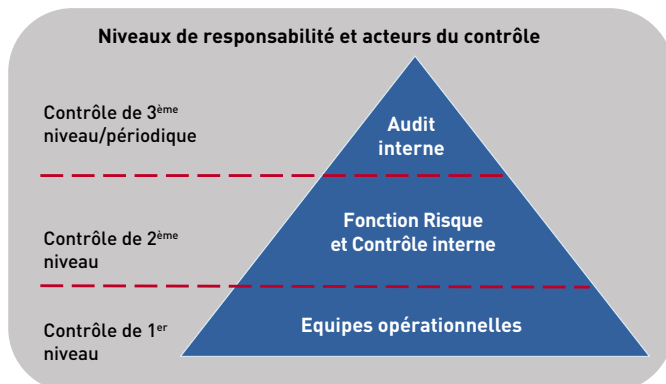
5. RISQUE OPERATIONNEL

Il s'agit des risques de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures, au personnel et aux systèmes internes ou à des événements extérieurs. Contrairement aux risques de marchés et de crédit, les risques opérationnels sont subis, ils ne sont pas la contrepartie d'une espérance de gain ou d'une rémunération future attendue.

Suivi et surveillance du risque opérationnel :

Le dispositif de gestion et de contrôle du risque opérationnel est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle mais aussi des entités métiers et support.

Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels (autocontrôle, responsable hiérarchique, middle office) et un contrôle de deuxième niveau par les acteurs du dispositif de gestion des risques (direction des risques) et contrôle interne (surveillance permanente). La direction de l'Audit assure quant à elle un contrôle de troisième niveau :



CFG Bank a réduit considérablement l'exposition au risque opérationnel à l'aide de :

- la mise en place d'un système d'information Front to back qui répond aux meilleurs standards internationaux et qui permet une automatisation complète des circuits de traitement (système Avaloq)
- la mise en place d'un manuel de procédures couvrant la majorité des métiers de la banque,
- la mise en place d'un manuel de contrôle interne dans lequel sont recensés les contrôles mis en place pour maîtriser les premiers et principaux risques opérationnels avérés et identifiés,
- la participation de la fonction Risque et Conformité à la validation des nouveaux produits et des changements significatifs apportés aux processus existants, afin de :
 - s'assurer du respect du cadre réglementaire,
 - identifier les risques notamment opérationnels inhérents aux nouvelles activités.

Afin de réduire son exposition aux risques opérationnels, la banque a entamé l'élaboration de la cartographie des risques opérationnels.

L'établissement poursuivra sa dynamique de renforcement de son dispositif de gestion des risques par :

- l'élaboration, au fur et à mesure de leur développement, de procédures couvrant les nouvelles activités de la banque, en particulier pour les processus risqués,
- la finalisation du projet de cartographie des risques opérationnels en cours allant lui permettre

d'identifier de manière exhaustive les risques relatifs à l'ensemble des processus métier et support, de les évaluer et les hiérarchiser,

- l'élaboration de plans d'actions de réduction de ces risques ;
- la mise en place de KRI, indicateurs clés des risques ;
- la mise en place d'une Base Incidents allant permettre la collecte d'incidents ;
- la mise en place d'un système de reporting allant permettre la remontée de l'information à la direction générale et au conseil d'administration :

- o l'exposition aux risques opérationnels et son évolution ;
- o l'évolution de l'environnement de contrôle de ces risques ;
- o l'identification des risques majeurs,
- o les plans d'action de maîtrise des risques.

Plan de continuité de l'activité :

Le plan de continuité de l'activité est un ensemble de mesures, procédures et systèmes nécessaires au maintien des opérations essentielles de la banque puis à la reprise planifiée en cas de perturbations opérationnelles.

Le PCA de CFG Bank est en cours d'implémentation graduelle. Il couvre les processus vitaux de la banque et de ses filiales. Il est destiné à identifier et évaluer les menaces majeures pouvant peser sur l'activité telles que la perte ou l'indisponibilité d'éléments du système d'informations, de données informatiques, d'alimentation électrique, l'incendie, l'inondation ... et mettre en œuvre les mesures correctives en cas de défaillance.

Celui-ci sera composé notamment :

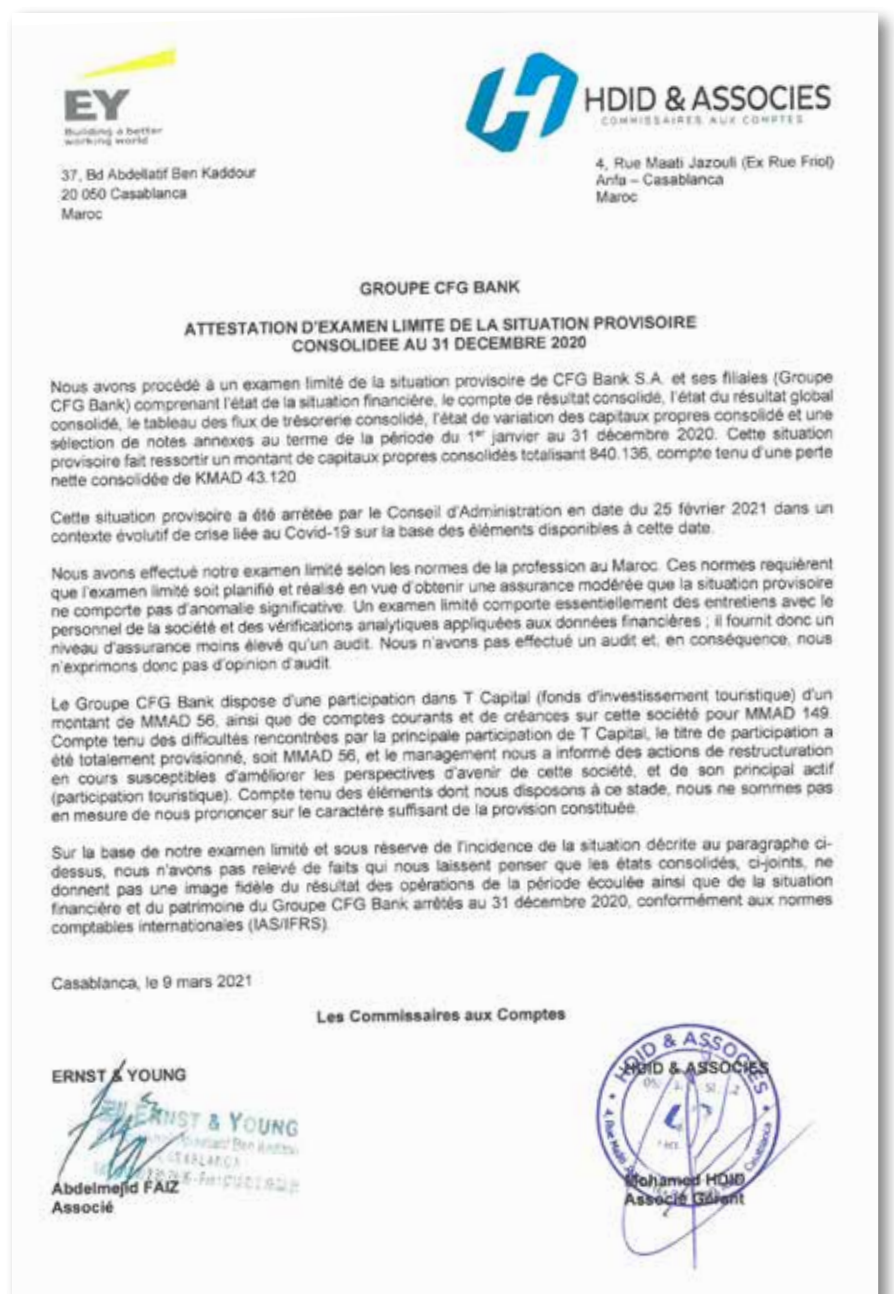
- d'un plan de secours informatique pour secourir les services informatiques critiques;
- d'un plan de repli utilisateurs : ce site de repli devant servir en cas de sinistre est le siège régional de Rabat ;
- d'un dispositif de gestion de crise.

6. ACTIFS PONDERES ET RATIO DE SOLVABILITE

La mesure des risques encourus par la Banque est faite essentiellement selon l'approche standard des accords de Bâle II, telle que présentée dans la circulaire n°26/G/2006 relative aux exigences réglementaires en fonds propres des établissements de crédit et organismes assimilés. L'approche aujourd'hui adoptée par CFG Bank pour la mesure du risque opérationnel est BIA, i.e. Indicateur de base.

Les fonds propres réglementaires de CFG Bank sont calculés selon les standards Bâle 3 et conformément à la circulaire n° 14/G/2013 relative aux exigences réglementaires en fonds propres des établissements de crédit et organismes.

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISoire AU 31 DÉCEMBRE 2020



COMPTES SOCIAUX DE CFG BANK S.A.

AU 31 DÉCEMBRE 2020

CFG BANK



BILAN

(En milliers de DH)

ACTIF	31/12/2020	31/12/2019
Valeurs en caisse Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	435.788	156.115
. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	334.919	57.446
. Valeurs en caisse	100.869	98.669
Créances sur les établissements de crédit et assimilés :	201.757	391.379
. A vue	201.757	316.930
. A terme	-	74.449
Créances sur la clientèle	5.077.457	3.557.874
. Crédits de trésorerie et à la consommation	2.468.177	1.851.611
. Crédits à l'équipement	15.495	-
. Crédits immobiliers	2.089.056	1.560.432
. Autres crédits	504.729	145.831
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	1.206.747	948.187
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	832.211	425.032
. Autres titres de créance	267.702	135.027
. Titres de propriété	106.834	388.128
Autres actifs	275.312	269.042
Titres d'investissement		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
Titres de participation et emplois assimilés	408.594	389.951
Titres mis en équivalence		
. Entreprises à caractère financier		
. Autres entreprises		
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location	766.372	639.032
Immobilisations incorporelles	376.413	369.684
Immobilisations corporelles	272.846	280.312
TOTAL DE L'ACTIF	9.021.285	7.001.575

PASSIF	31/12/2020	31/12/2019
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	888.746	446.136
. A vue	-	41.550
. A terme	888.746	404.586
Dépôts de la clientèle	4.335.668	3.505.733
. Comptes à vue créditeurs	2.577.281	1.825.975
. Comptes d'épargne	418.973	336.400
. Dépôts à terme	1.240.804	1.132.178
. Autres comptes créditeurs	98.611	211.180
Titres de créances émis	2.407.842	2.186.719
. Titres de créance négociable émis	2.407.842	2.186.719
. Emprunts obligataires émis		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	388.836	209.462
Provisions pour risques et charges	12.966	3.023
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	915.560	615.632
Capital	542.890	442.817
Actionnaires. Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	-407.947	-295.818
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net (+/-)	-63.276	-112.128
TOTAL DU PASSIF	9.021.285	7.001.575

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

(En milliers de DH)

	31/12/2020	31/12/2019
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	418.713	318.374
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	1.075	1.787
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	200.112	159.578
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	23.996	18.490
Produits sur titres de propriété	17.000	13.998
Produits sur opérations de crédit-bail et de location	67.354	32.297
Commissions sur prestations de service	58.238	50.897
Autres produits bancaires	50.938	41.327
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	211.257	149.123
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	10.272	4.917
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	46.090	45.912
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	63.207	45.366
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	46.970	23.712
Autres charges bancaires	44.718	29.217
PRODUIT NET BANCAIRE	207.456	169.250
Produits d'exploitation non bancaire	2.090	1.027
Charges d'exploitation non bancaire		
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	255.894	264.201
Charges de personnel	106.303	111.902
Impôts et taxes	2.502	2.530
Charges externes	59.048	59.856
Autres charges générales d'exploitation	53.067	56.707
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	34.973	33.205
Dotations aux amortissements sur écarts d'acquisition		
Reprises sur écarts d'acquisition		
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	23.987	19.360
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	11.508	13.100
Pertes sur créances irrécouvrables	658	35
Autres dotations aux provisions	11.821	6.225
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	10.195	2.725
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	7.908	1.930
Récupérations sur créances amorties	410	6
Autres reprises de provisions	1.877	789
RESULTAT COURANT	-60.139	-110.558
Produits non courants	2.946	1.085
Charges non courantes	3.554	761
RESULTAT AVANT IMPOTS	-60.747	-110.234
Impôts sur les résultats	2.529	1.895
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-63.276	-112.128

HORS BILAN

(En milliers de DH)

	31/12/2020	31/12/2019
ENGAGEMENTS DONNES	600.995	405.809
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	598.147	402.758
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2.848	3.051
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer		
ENGAGEMENTS RECUS	5.525.711	6.196.230
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Engagements de garantie reçus de la clientèle	5.525.711	6.196.230
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir		

ETAT DES SOLDES DE GESTION

(En milliers de DH)

TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	31/12/2020	31/12/2019
(+) Intérêts et produits assimilés	225.183	179.854
(-) Intérêts et charges assimilées	119.569	96.195
MARGE D'INTERET	105.614	83.659
(+) Produits sur opérations de crédit-bail et de location	67.354	32.297
(-) Charges sur opérations de crédit-bail et de location	46.970	23.712
RESULTAT DES OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET DE LOCATION	20.384	8.585
(+) Commissions perçues	62.181	53.430
(-) Commissions servies	13.091	11.274
MARGE SUR COMMISSION	49.090	42.157
(±) Résultat des opérations sur titres de transaction	-226	-9
(±) Résultat des opérations sur titres de placement	9.453	19.566
(±) Résultat des opérations de change	11.401	9.978
(±) Résultat des opérations sur produits dérivés		
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	20.629	29.534
(+) Divers autres produits bancaires	17.676	14.150
(-) Diverses autres charges bancaires	5.937	8.836
PRODUIT NET BANCAIRE	207.457	169.250
(±) Résultat des opérations sur immobilisations financières		-4.000
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	2.090	1.027
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire		
(-) Charges générales d'exploitation	255.894	264.201
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	-46.347	-97.924
(±) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-3.849	-11.198
(±) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-9.943	-1.436
(±) Dotations nettes des reprises aux amortissements des écarts d'acquisition		
RESULTAT COURANT	-60.139	-110.558
RESULTAT NON COURANT	-608	325
(-) Impôts sur les résultats	2.529	1.895
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-63.276	-112.128

II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	31/12/2020	31/12/2019
(±) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-63.276	-112.128
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	34.973	33.205
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		4.000
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	11.821	2.225
(+) Dotations aux provisions réglementées		
(+) Dotations non courantes		
(-) Reprises de provisions	1.877	789
(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
(-) Plus-values de cession des immobilisations financières		
(+) Moins-values de cession des immobilisations financières		
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(±) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	-18.359	-73.487
(-) Bénéfices distribués		
(±) AUTOFINANCEMENT	-18.359	-73.487

COMPTES SOCIAUX DE CFG BANK S.A.

AU 31 DÉCEMBRE 2020

CFG BANK



TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE (En milliers de DH)

	31/12/2020	31/12/2019
(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	401.764	302.576
(+) Récupérations sur créances amorties		
(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	5.036	2.112
(-) Charges d'exploitation bancaire versées	-201.644	-146.916
(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-	-
(-) Charges générales d'exploitation versées	-224.474	-231.756
(-) Impôts sur les résultats versés	-2.529	-1.895
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	-21.847	-75.879
Variation des :		
(±) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	74.449	-74.449
(±) Créances sur la clientèle	-1.523.431	-897.986
(±) Titres de transaction et de placement	-265.966	-74.053
(±) Autres actifs	- 6.270	-58.375
(±) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-127.340	-484.001
(±) Créances acquises par affacturage		
(±) Créances subordonnées		
(±) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	484.160	283.854
(±) Dépôts de la clientèle	829.935	421.294
(±) Titres de créance émis	221.123	1.060.461
(±) Autres passifs	179.374	40.206
(±) Dettes subordonnées		
II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitations	-133.965	216.951
III. FLUX DE TRESORERIE NETS DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	-155.812	141.071
(+) Produit des cessions d'immobilisations financières		
(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
(-) Acquisition d'immobilisations financières	-18.000	-112.437
(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-34.237	-40.514
(+) Intérêts perçus		
(+) Dividendes perçus	14.099	9.799
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-38.138	-143.152
(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
(+) Emission de dettes subordonnées		
(+) Emission d'actions et (-) Remboursement capitaux propres et assimilés	400.000	
(-) Dividendes versés		
(-) Intérêts versés		
V. FLUX DE TRESORERIE NETS DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	400.000	
VI. IMPACT DES ECARTS DE CONVERSION		
VII. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V+VI)	206.050	-2.080
VIII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	431.495	433.576
IX. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	637.545	431.495

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
-----------------------------	--------------------------------	---

I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux

II. Dérogations aux méthodes d'évaluation

III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse

NEANT

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
-----------------------------	--------------------------------	---

I. Changements affectant les méthodes d'évaluation

II. Changements affectant les règles de présentation

NEANT

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

(En milliers de DH)

CREANCES	Bank Al Maghrib, Trésor Public et Services des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total au 31/12/2020	Total au 31/12/2019
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	334.919	4.282		170.260	509.460	295.597
VALEURS RECUES EN PENSION						74.445
- Au jour le jour						
- A terme						74.445
PRETS DE TRESORERIE		26.714			26.714	78.780
- Au jour le jour		26.714			26.714	78.780
- A terme						
PRETS FINANCIERS						
AUTRES CREANCES						
INTERETS COURUS A RECEVOIR		501			501	5
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	334.919	31.497	-	170.260	536.675	448.826

CREANCES SUR LA CLIENTELE

(En milliers de DH)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total au 31/12/2020	Total au 31/12/2019
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE		170.383	1.847.411	418.358	2.436.152	1.823.033
- Comptes à vue débiteurs		170.383	159.975	120.595	450.953	453.256
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie			1.687.436	297.763	1.985.199	1.369.777
CREDITS A LA CONSOMMATION				5.950	5.950	4.926
CREDITS A L'EQUIPEMENT			15.000		15.000	
CREDITS IMMOBILIERS			7.472	2.075.567	2.083.039	1.555.490
AUTRES CREDITS		463.742	30.298		494.040	140.917
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR		165	23.009	9.464	32.638	28.622
CREANCES EN SOUFFRANCE (nettes)				29.890	29.890	20.537
- Créances pré-douteuses				7.382	7.382	310
- Créances douteuses						1.032
- Créances compromises				22.508	22.508	19.196
TOTAL		634.290	1.923.190	2.539.229	5.096.709	3.573.525

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

(En milliers de DH)

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
			Financiers	non financiers		
TITRES COTES		21		50.998	51.019	42.225
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créances						
Titres de propriété		21		50.998	51.019	42.225
TITRES NON COTES	215.925	832.211		107.592	1.155.728	905.962
Bons du Trésor et valeurs assimilées		832.211			832.211	425.032
Obligations				107.592	107.592	129.968
Autres titres de créances	160.110				160.110	5.058
Titres de propriété	55.815				55.815	345.904
TOTAL	215.946	832.211		158.590	1.206.747	948.187

COMPTES SOCIAUX DE CFG BANK S.A.

AU 31 DÉCEMBRE 2020

CFG BANK



VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT (En milliers de DH)

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	133.743	133.743	120.000	0	0	0
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	133.743	133.743	120.000	0	0	0
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
TITRES DE PROPRIETE						
TITRES DE PLACEMENT	1.066.572	1.058.661	995.527	1.700	9.611	9.611
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	690.497	686.319	623.700	577	4.756	4.756
OBLIGATIONS	105.500	105.825	105.500	325	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	158.886	159.090	158.900	204	-	-
TITRES DE PROPRIETE	111.689	107.427	107.427	594	4.856	4.856
TITRES D'INVESTISSEMENT						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						

DETAIL DES AUTRES ACTIFS (En milliers de DH)

	31/12/2020	31/12/2019
INSTRUMENTS OPTIONNELS		
Instruments optionnels achetés		
Provisions pour dépréciation des instruments optionnels achetés		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	46.067	57.142
Comptes de règlements des opérations sur titres	46.067	57.142
Diverses autres opérations sur titres		
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses		
DEBITEURS DIVERS	174.373	172.279
Sommes dues par l'Etat	124.023	125.219
Sommes dues par les organismes de prévoyance		
Sommes diverses dues par le personnel	139	481
Comptes clients de prestations non bancaires	15.804	10.254
Divers autres débiteurs	34.407	36.325
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS		
Valeurs et emplois divers		
Provisions pour dépréciation des valeurs et emplois divers		
COMPTES DE REGULARISATION	54.872	39.622
Produits à recevoir	3.949	719
Charges constatées d'avance	5.165	1.395
Frais préliminaires	11.187	18.934
Autres comptes de régularisation	34.570	18.574
TOTAL	275.312	269.042

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES (En milliers de DH)

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital (%)	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Participation dans les entreprises liées									
CFG MARCHES	MARCHES DES CAPITAUX	20.000	100,00%	15.389	15.389	31/12/2020	36.835	10.012	2.400
CFG FINANCE	FINANCE D'ENTREPRISE	10.000	100,00%	29.633	133	31/12/2020	-381	10.871	
CFG GESTION	GESTION DE PORTEFEUILLE	5.000	100,00%	5.506	5.506	31/12/2020	28.891	13.511	10.899
CFG GESTION PRIVEE	GESTION DE PORTEFEUILLE PRIVEE	1.000	99,94%	1.000	1.000	31/12/2020	2.871	-41	
CFG ASSOCIES	SOCIETE DE PARTICIPATION	1.525	99,00%	10.729	2.335	30/06/2020	-1.651	-862	
T CAPITAL GESTION	PROMOTION IMMOBILIERE	300	51,07%	38	38	31/12/2020	-3.144	-1.746	
CFG IT	GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE	5.010	97,50%	4.885	4.885	31/12/2020	2.160		
CFG ASSURANCES	COURTAGE EN ASSURANCE	100	100,00%	380	380	31/12/2020	1.524	1.366	859
VILLA ROOSEVELT	SOCIETE D'INVESTISSEMENT	106.000	72,00%	68.350	68.350	30/06/2020	38.411	-3.441	
Autres titres de participation									
MUTANDIS AUTOMOBILE	AUTOMOBILE	630.000	4,00%	25.215	25.215	31/12/2019	640.691	6.965	
CFG DEVELOPPEMENT	CAPITAL INVESTISSEMENT	3.864	81,00%	4.388	4.825	31/12/2019	4.126	-25	
ECOLOGIA	ENERGIE RENOUVELABLE	10.000	100,00%	10.000	2.000	30/06/2019	8.691	-28	
REIM PARTNERS	CAPITAL INVESTISSEMENT	1.000	30,00%	18.000	18.000				
T CAPITAL GROUP	SOCIETE D'INVESTISSEMENT	540.300	10,21%	56.265		31/12/2019	302.542	-8.651	
FONDS DARIF	GESTION DES RIADS	50.000	4,00%	1.845	1.845	31/12/2018	32.154	-1.256	
TOTAL PARTICIPATIONS				251.623	149.901				14.158
EMPLOIS ASSIMILES				258.692	258.692				643
TOTAL GENERAL				510.315	408.593				14.801

IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAI, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE (En milliers de DH)

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
Immobilisations données en crédit-bail et en location avec option d'achat	681.452	351.133		855.762	46.283	88.703	687		687	766.372
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles										
Crédit-bail mobilier	61.191	13.468		74.659	12.750	33.615	687		687	40.357
Crédit-bail mobilier en cours										
Crédit-bail mobilier loué	61.191	13.468		74.659	12.750	33.615	687		687	40.357
Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
Crédit-bail immobilier	614.833	324.319		762.330	33.532	55.087				707.243
Crédit-bail immobilier en cours	176.822		176.822							
Crédit-bail immobilier loué	438.011	324.319		762.330	33.532	55.087				707.243
Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
Loyers courus à recevoir	1.894	4.574		6.468						6.468
Loyers restructurés										
Loyers impayés	3.533	8.771		12.304						12.304
Créances en souffrance										
Immobilisation données en location simple										
Biens mobiliers en location simple										
Biens immobiliers en location simple										
Loyers courus à recevoir										
Loyers restructurés										
Loyers impayés										
Créances en souffrance										
TOTAL	681.452	351.133		855.762	46.283	88.703	687	-	687	766.372

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPOREELLES (En milliers de DH)

IMMOBILISATIONS	MONTANT BRUT AU DEBUT DE L'EXERCICE	MONTANT DES ACQUISITIONS AU COURS DE L'EXERCICE	MONTANT DES CÉSSIONS OU RETRAITS AU COURS DE L'EXERCICE	MONTANT BRUT DE FIN DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS ET/OU PROVISIONS				MONTANT NET DE FIN DE L'EXERCICE
					MONTANT DES AMORTISSEMENTS ET/OU PROVISIONS AU DEBUT DE L'EXERCICE	DOTATION AU TITRE DE L'EXERCICE	MONTANT DES AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS SORTIES	CUMUL	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	414.201	15.482		429.683	44.517	8.751		53.269	376.413
. Droit au bail	3.445			3.445					3.445
. Immobilisations en recherche et développement	70.986	15.351		86.338	34.514	6.472		40.986	45.351
. Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	339.770	131		339.900	10.005	2.278		12.283	327.617
. Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	385.255	18.760		404.015	104.943	26.223		131.170	272.846
. Immeubles d'exploitation	163.745			163.745	11.011	2.946		13.957	149.788
. Mobilier et Matériel d'exploitation	92.460	10.393		102.853	93.937	23.276		117.213	-14.359
. Autres immobilisations corporelles d'exploitation	129.050	8.367		137.417					137.417
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
TOTAL	799.456	34.242		833.698	149.460	34.973		184.439	649.259

COMPTES SOCIAUX DE CFG BANK S.A.

AU 31 DÉCEMBRE 2020

CFG BANK



DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES (En milliers de DH)

DETTES	ETABLISSEMENTS DE CREDIT AU MAROC			AUTRES ETABLISSEMENTS DE CREDITS ET ASSIMILES A L'ETRANGER	TOTAL AU 31/12/2020	TOTAL AU 31/12/2019
	BANK AL-MAGHRIB TRESOR PUBLIC ET SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	BANQUES AU MAROC	AUTRES ETABLISSEMENTS DE CREDITS ET ASSIMILES AU MAROC			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS						
VALEURS DONNEES EN PENSION	465.029				465.029	237.316
- Au jour le jour						41.550
- A terme	465.029				465.029	195.766
EMPRUNTS DE TRESORERIE	250.000	172.164			422.164	207.645
- Au jour le jour		100.000			100.000	
- A terme	250.000	72.164			322.164	207.645
EMPRUNTS FINANCIERS						
AUTRES DETTES						
- Au jour le jour						
- A terme						
DETTES OPERATIONS DE CREDIT BAIL						
INTERETS COURUS A PAYER	1.546	8			1.553	1.175
- Au jour le jour						
- A terme	1.546	8			1.553	1.175
TOTAL	716.575	172.171			888.746	446.136

DEPOTS DE LA CLIENTELE (En milliers de DH)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			TOTAL AU 31/12/2020	TOTAL AU 31/12/2019
		Entreprise financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	86	121.439	659.029	1.796.727	2.577.281	1.825.975
Comptes d'épargne				418.973	418.973	336.400
Dépôts à terme		520.000	463.948	241.566	1.225.514	1.121.283
Autres comptes créditeurs		98.485	126		98.611	211.176
Interets courus à payer		9.146	6.143		15.289	10.899
TOTAL	86	749.070	1.129.246	2.457.266	4.335.668	3.505.733

DETAIL DES AUTRES PASSIFS (En milliers de DH)

	31/12/2020	31/12/2019
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS		
Instruments vendus		
COMPTE DE REGLEMENT D'OPERATIONS SUR TITRES	152.481	27.972
Dettes sur titres	152.426	27.706
Versement à effectuer sur titres non libérés		
Provisions pour service financier aux émetteurs	55	266
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs		
CREDITEURS DIVERS	75.132	71.126
Sommes dues à l'état	28.897	18.970
Sommes dues aux organismes de prévoyance	7.583	5.867
Sommes diverses dues au personnel	3.105	7.315
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	2.771	2.771
Fournisseurs de biens et de services	32.140	35.907
Divers autres créditeurs	637	297
COMPTES DE REGULARISATION	161.223	110.364
Charges à payer	22.004	16.962
Produits Constates d'avance	47.683	40.166
Autres comptes de régularisation	91.536	53.237
TOTAL	388.836	209.462

TITRES DE CREANCES EMIS (En milliers de DH)

NATURE DES TITRES (1)	Caractéristiques					Montant	Dont		
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominal unitaire en Dhs	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés	Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
Certificats de dépôt	17/02/2020	17/02/2021	100.000	2,80%	In fine	5.000	-	-	-
Certificats de dépôt	10/09/2020	10/03/2021	100.000	2,70%	In fine	5.000	-	-	-
Certificats de dépôt	12/03/2020	12/03/2021	100.000	2,80%	In fine	5.000	-	-	-
Certificats de dépôt	05/10/2020	05/04/2021	100.000	2,50%	In fine	50.000	-	-	-
Certificats de dépôt	08/04/2020	08/04/2021	100.000	2,95%	In fine	50.000	-	-	-
Certificats de dépôt	09/04/2020	09/04/2021	100.000	2,60%	In fine	36.000	-	-	-
Certificats de dépôt	13/10/2020	13/04/2021	100.000	2,60%	In fine	7.100	-	-	-
Certificats de dépôt	13/05/2020	12/05/2021	100.000	2,85%	In fine	50.000	-	-	-
Certificats de dépôt	18/05/2020	17/05/2021	100.000	2,85%	In fine	20.000	-	-	-
Certificats de dépôt	10/06/2020	10/06/2021	100.000	3,00%	In fine	200.000	-	-	-
Certificats de dépôt	12/06/2020	11/06/2021	100.000	3,00%	In fine	70.000	-	-	-
Certificats de dépôt	10/07/2020	10/07/2021	100.000	2,50%	In fine	50.000	-	-	-
Certificats de dépôt	09/09/2020	09/09/2021	100.000	2,80%	In fine	5.000	-	-	-
Certificats de dépôt	14/09/2020	14/09/2021	100.000	2,80%	In fine	6.000	-	-	-
Certificats de dépôt	15/09/2020	15/09/2021	100.000	2,60%	In fine	150.000	-	-	-
Certificats de dépôt	16/09/2020	16/09/2021	100.000	2,80%	In fine	20.000	-	-	-
Certificats de dépôt	18/09/2020	17/09/2021	100.000	2,60%	In fine	11.000	-	-	-
Certificats de dépôt	17/09/2020	17/09/2021	100.000	2,80%	In fine	200.000	-	-	-
Certificats de dépôt	23/09/2020	22/09/2021	100.000	2,60%	In fine	10.000	-	-	-
Certificats de dépôt	22/09/2020	22/09/2021	100.000	2,80%	In fine	16.800	-	-	-
Certificats de dépôt	30/09/2020	30/09/2021	100.000	2,70%	In fine	25.000	-	-	-
Certificats de dépôt	03/08/2020	04/10/2021	100.000	2,60%	In fine	30.000	-	-	-
Certificats de dépôt	06/10/2020	06/10/2021	100.000	2,80%	In fine	14.800	-	-	-
Certificats de dépôt	12/10/2020	11/10/2021	100.000	2,60%	In fine	50.000	-	-	-
Certificats de dépôt	18/08/2020	18/10/2021	100.000	2,60%	In fine	20.000	-	-	-
Certificats de dépôt	19/10/2020	19/10/2021	100.000	2,70%	In fine	10.000	-	-	-
Certificats de dépôt	16/10/2020	16/11/2021	100.000	2,65%	In fine	150.000	-	-	-
Certificats de dépôt	27/10/2020	29/11/2021	100.000	2,70%	In fine	35.000	-	-	-
Certificats de dépôt	28/12/2018	28/12/2021	100.000	3,39%	In fine	150.000	-	-	-
Certificats de dépôt	07/05/2020	15/06/2022	100.000	3,15%	In fine	24.000	-	-	-
Certificats de dépôt	11/12/2019	11/11/2024	100.000	2,68%	In fine	150.000	-	-	-
Certificats de dépôt	11/12/2019	11/12/2024	100.000	3,40%	In fine	350.000	-	-	-
Certificats de dépôt	18/12/2019	18/12/2024	100.000	3,40%	In fine	50.000	-	-	-
Certificats de dépôt	18/12/2019	18/12/2024	100.000	3,05%	In fine	150.000	-	-	-
Certificats de dépôt	04/09/2020	04/09/2025	100.000	3,00%	In fine	80.000	-	-	-
Certificats de dépôt	13/11/2020	12/11/2021	100.000	2,60%	In fine	100.000	-	-	-
Certificats de dépôt	04/11/2020	04/11/2021	100.000	2,60%	In fine	10.000	-	-	-
Certificats de dépôt	17/12/2020	16/12/2021	100.000	2,70%	In fine	10.000	-	-	-
Certificats de dépôt	28/12/2020	31/01/2024	100.000	3,00%	In fine	15.000	-	-	-
TOTAL						2.390.700	-	-	-

(1) Il s'agit de : Certificats de dépôt - Emprunts obligataires - Bons de sociétés de financement - Autres titres de créance

(2) Amortissement : Annuel - In fine

PROVISIONS (En milliers de DH)

PROVISIONS	ENCOURS 31/12/2019	DOTATIONS	REPRISES	AUTRES VARIATIONS	ENCOURS 31/12/2020
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR :	109.250	21.121	10.114		132.924
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	15.651	11.508	7.908		19.252
Titres de transaction					
Titres de placement	2.206	9.613	2.207		9.612
Titres de participation et emplois assimilés	102.160				102.160
Titres d'investissement					
Créances sur crédit-bail et en location					
Immobilisations incorporelles et corporelles					
Autres actifs	1 900				1 900
Créances subordonnées					
Immobilisations données en crédit-bail					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	3.023	11.821	1.877		12.966
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	3.023	11.821	1.877		12.966
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges					
Provisions réglementées					

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (En milliers de DH)

	ENCOURS 31/12/2019	Affectation du résultat	Autres variations	ENCOURS 31/12/2020
Ecart de réévaluation				
Réserves et primes liés au capital	615.632		299.928	915.560
Réserve légale	6.830			6.830
Autres réserves	3.084			3.084
Primes d'émission, de fusion et d'apport	605.718		299.928	905.646
Capital	442.817		100.073	542.890
- Capital appelé	442.817		100.073	542.890
- Capital non appelé				
- Certificats d'investissement				
- Fonds de dotation				
Actionnaires, Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	-295.818	-112.128		-407.947
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice (+/-)	-112.128	112.128	-63.276	-63.276
TOTAL	650.502		336.724	987.226

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE (En milliers de DH)

VALEURS ET SURETES RECUES EN GARANTIE	Valeur comptable nette	Rubrique de l'Actif ou du Hors Bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances ou des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres			
Hypothèques	2.363.933	Créances sur la clientèle	1.871.197
Autres valeurs et sûretés réelles	3.161.778	Créances sur la clientèle et titres de transaction et de placement	1.497.806
TOTAL	5.525.711		3.369.003
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL			

COMPTES SOCIAUX DE CFG BANK S.A.

AU 31 DÉCEMBRE 2020

CFG BANK



VENTILATION DES EMPLOIS ET RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE (En milliers de DH)

	D < 1 mois	1 mois < D < 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
Actif						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	26.714					26.714
Créances sur la clientèle	55.596	38.634	426.405	1.095.766	2.439.821	4.056.222
Titres de créance	30.723		357.406	213.779	486.718	1.088.626
Créances subordonnées				69.187	767.802	836.989
Crédit-bail et assimilé						
TOTAL	113.033	38.634	783.811	1.378.732	3.694.341	6.008.551
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	368.795	168.398		250.000		787.193
Dettes envers la clientèle	504.061	54.433	641.620	25.400		1.225.514
Titres de créance émis		15.000	1.556.700	819.000		2.390.700
Emprunts subordonnés						
TOTAL	872.856	237.831	2.198.320	1.094.400		4.403.407

MARGES D'INTERET (En milliers de DH)

	31/12/2020	31/12/2019
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit (a)	1.075	1.787
- Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit (b)	10.272	4.917
Marge d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit (1)	-9.196	-3.130
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle (a)	200.112	159.578
- Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle (b)	46.090	45.912
Marge d'intérêts sur opérations avec la clientèle (2)	154.021	113.665
+ Intérêts et produits assimilés sur titres de créance (a)	23.996	18.490
- Intérêts et charges assimilés sur titres de créance (b)	63.207	45.366
Marge d'intérêts sur opérations sur titres de créances (3)	-39.211	-26.876
+ Produits sur opérations de crédit-bail et de location (a)	67.354	32.297
- Charges sur opérations de crédit-bail et de location (b)	46.970	23.712
Marge d'intérêts sur opérations en crédit-bail et en location (4)	20.384	8.585
MARGE D'INTERET = (1)+(2)+(3)+(4)	125.998	92.244

COMMISSIONS (En milliers de DH)

	31/12/2020	31/12/2019
Commissions sur prestations de service	58.238	50.898
Commissions sur fonctionnement de compte	10.777	8.806
Commissions sur moyens de paiement	10.157	10.334
Commissions sur opérations sur titres	4.899	3.592
Commissions sur titres en gestion ou en dépôt	23.838	20.635
Commissions sur prestations de service sur crédit	1.380	658
Produits sur activités de conseil et d'assistance	-	1.750
Commissions sur ventes de produits d'assurance	2.099	1.547
Autres produits sur prestations de service	5.088	3.577
Produits sur engagements sur titres	1.514	600
- Commissions de placement sur le marché primaire	1.514	600
- Commissions de garantie sur la marché primaire		
Produits sur engagements sur produits dérivés		
- Commissions sur produits dérivés		
Produits sur opérations de change	2.429	1.933
- Commissions sur opérations de change virements	2.429	1.933
- Commissions sur opérations de change billes		
TOTAL COMMISSIONS	62.181	53.430

RESULTAT SUR OPERATIONS DE MARCHE (En milliers de DH)

	31/12/2020	31/12/2019
+ Gains sur titres de transaction		
- Pertes sur titres de transaction	226	9
Résultat des opérations sur titres de transactions	-226	-9
+ Plus-values sur cessions des titres de placement	32.157	23.510
+ Reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement	2.207	4.709
- Moins-values de cession sur titres de placement	15.298	6.446
- Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	9.613	2.207
Résultat des opérations sur titres de placement	9.453	19.566
+ Gains sur opérations de change virement	11.954	10.423
+ Gains sur opérations de change billes		
- Pertes sur opérations de change virement	553	446
- Pertes sur opérations de change billes		
Résultat des opérations de change	11.401	9.978
+ Gains sur produits dérivés de taux d'intérêt		
+ Gains sur produits dérivés de cours de change		
+ Gains sur produits dérivés d'autres instruments		
- Pertes sur produits dérivés de taux d'intérêt		
- Pertes sur produits dérivés de cours de change		
- Pertes sur produits dérivés d'autres instruments		
Résultat des opérations sur produits dérivés		

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION (En milliers de DH)

	31/12/2020	31/12/2019
CHARGES DE PERSONNEL	106.303	111.902
Salaires et appointements	91.423	91.789
Charges d'assurances sociales	10.803	10.020
Charges de retraite	3.311	3.645
Charges de formation	104	459
Autres charges de personnel	662	5.989
CHARGES EXTERNES	59.048	59.856
Loyers de crédit-bail et de location	12.380	12.000
Frais d'entretien et réparation	12.319	11.718
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	3.289	4.056
Transport et déplacements	2.270	2.782
Publicité, publications et relations publiques	7.258	8.575
Autres charges externes	21.532	20.725
AUTRES CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	53.067	56.707
Frais préliminaires	4.982	4.956
Frais d'acquisition des immobilisations	1.634	1.634
Autres charges réparties sur plusieurs exercices	1.319	3.274
Dons, libéralités et lots		
Diverses autres charges d'exploitation	45.131	46.843

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE (En milliers de DH)

	31/12/2020	31/12/2019
PRODUITS SUR TITRES DE PLACEMENT. TITRES DE PROPRIETE	2.901	4.198
Dividendes sur titres d'OPCVM	389	388
Dividendes sur autres titres de propriété	2.511	3.811
Autres produits sur titres de propriété		
PRODUITS SUR TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES	14.099	9.799
Dividendes sur titres de participation entreprises liées	14.099	9.799
Dividendes sur titres de participation		
Dividendes sur titres de l'activité de portefeuille		
Autres produits sur titres de participation et emplois assimilés		
TOTAL	17.000	13.998

AUTRES PRODUITS ET CHARGES (En milliers de DH)

	31/12/2020	31/12/2019
PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	2.090	1.027
Produits sur valeurs et emplois divers		
Plus values de cession sur immobilisations financières		
Plus values de cession sur immobilisations Corporelles et incorporelles		
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même		
Produits accessoires		
Autres produits non bancaires	2.090	1.027
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
Charges sur valeurs et emplois divers		
Moins values de cession sur immobilisations financières		
Moins values de cession sur immobilisations Corporelles et incorporelles		3
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	10.195	2.725
Reprises de provisions pour créances en souffrances	7.908	1.930
Récupérations sur créances amorties	410	6
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles		
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature		
Reprise de provision pour autres risques et charges	1.877	789
Reprises des autres provisions		
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	23.987	19.360
Dotations aux provisions pour créances en souffrances	11.508	13.100
Pertes sur créances irrécouvrables	658	35
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		4.000
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature		
Dotations aux provision pour autres risques et charges	11.821	2.225
Dotations aux autres provisions		

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE AU 31 DÉCEMBRE 2020



CFG BANK S.A.

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE

PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de CFG Bank S.A. comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection d'états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 987.227, compte tenu d'une perte nette de KMAD 63.276 relève de la responsabilité des organes de gestion de la société.

Cette situation provisoire a été arrêtée par le Conseil d'Administration en date du 25 février 2021 dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

CFG Bank dispose d'une participation dans T Capital (fonds d'investissement touristique) d'un montant de MMAD 56, ainsi que des comptes courants et des créances rattachées à cette société pour MMAD 141,3. Compte tenu des difficultés rencontrées par la principale participation de T Capital, le titre de participation a été totalement provisionné, soit MMAD 56, et le management nous a informé des actions de restructuration en cours susceptibles d'améliorer les perspectives d'avenir de cette société, et de son principal actif (participation touristique). Compte tenu des éléments dont nous disposons à ce stade, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le caractère suffisant de la provision constituée.

Sur la base de notre examen limité et sous réserve de l'incidence de la situation décrite au paragraphe ci-dessus, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de CFG Bank S.A. arrêtés au 31 décembre 2020, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 9 mars 2021

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
Abdelmajid FAIZ
Associé

HDID & ASSOCIES
Mohamed HDID
Associé Gérant